

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement
sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Rapport de la direction sur le rendement du fonds et états financiers audités

31 décembre 2021



La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada

Table des matières

	Page
Rapport de la direction sur le rendement du fonds	1 – 4
Responsabilités de la direction à l'égard de l'information financière	5
Rapport des auditeurs indépendants	5 – 6
États de la situation financière	7
États du résultat global	8
États des variations des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires	9
Tableaux des flux de trésorerie	10
Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions de bourses	11 – 15
Tableau du portefeuille de placements des subventions gouvernementales	15 – 18
Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes du fonds complémentaire de bourses	18
Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions d'entiercement	19
Sommaire des tableaux du portefeuille de placements	19
Notes afférentes aux états financiers	20 – 29
Tableau des conventions de bourses et des contrats d'entiercement	30

Rapport de la direction sur le rendement du fonds

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers et les états financiers audités annuels complets de la Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada (les « régimes »). Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant notre Service à la clientèle au 1-800-246-1203, en nous écrivant au 3221 North Service Road, Burlington (Ontario) L7N 3G2 ou en consultant notre site Web au www.cefi.ca ou le site Web de SEDAR au www.sedar.com.

Les participants aux régimes peuvent également obtenir de ces façons les politiques et procédures de vote par procuration de la Fondation, le dossier de vote par procuration et l'information trimestrielle sur le portefeuille.

Objectifs de placement

Les régimes investissent les fonds cotisés par des parents, des grands-parents et d'autres personnes afin de financer les frais de scolarité et les autres dépenses d'enfants ayant l'intention de poursuivre des études postsecondaires (les « bénéficiaires »). Les principaux objectifs de placement des régimes sont d'obtenir une croissance à long terme de l'épargne tout en assurant la protection de celle-ci. Afin de dégager des rendements de placement supérieurs à l'indice de référence, nos conseillers en placements à l'égard des titres à revenu fixe utilisent des stratégies de gestion active du portefeuille. Ces stratégies comprennent la gestion des courbes de rendement et de la durée, la répartition par secteurs, l'analyse de crédit, les opérations intramarchés sur écart et les placements dans des titres à taux variable assortis d'une garantie sur le capital. À compter de mai 2014, conformément à un engagement signé le 22 novembre 2013, le revenu de chaque régime peut désormais être investi dans des titres de capitaux propres inscrits à la cote d'une bourse au Canada.

Stratégies de placement

Afin d'atteindre les objectifs de placement des régimes, l'épargne et les produits de placement gagnés sur celle-ci sont investis conformément aux restrictions et pratiques de placement normalisées contenues dans l'*Instruction générale canadienne no 15* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et sont ainsi limités aux « placements admissibles », ainsi qu'il est défini dans la Loi de l'impôt sur le revenu relativement aux régimes enregistrés d'épargne études (« REEE »).

Les investissements des régimes se composent principalement d'obligations qui ont été émises ou garanties par le gouvernement fédéral ou un des gouvernements provinciaux ainsi que d'obligations d'institutions financières, d'obligations de sociétés et de bons du Trésor du gouvernement du Canada. Tous les titres à taux variable détenus dans le portefeuille ont une « cote approuvée », ainsi qu'il est défini dans le Règlement 81-102.

Conformément à un engagement signé le 22 novembre 2013, le revenu de chaque régime peut désormais être investi dans des titres de capitaux propres inscrits à la cote d'une bourse au Canada, y compris des fonds négociés en bourse (FNB), sous réserve de certaines restrictions. Au 31 décembre 2021, environ 28,4 % de l'actif des régimes avait été investi dans des actions ordinaires inscrites à la cote d'une bourse au Canada.

L'actif des régimes est géré par nos conseillers en placements : Fiera Capital, Franklin Templeton et Guardian Capital. L'actif est réparti entre divers segments et secteurs de marché en fonction des prévisions de nos conseillers en placements, de la Politique en matière de placement de la Fondation et de la réglementation des valeurs mobilières. La répartition des montants entre chacun des conseillers en placements est fondée sur les résultats des évaluations du rendement internes périodiques, les réunions trimestrielles avec les conseillers en placements et les évaluations qualitatives des conseillers en placements, et ce, selon ce que la direction des régimes juge être important pour la gestion de l'actif.

Risque

Depuis mai 2014, le revenu de chaque régime est investi dans des titres de capitaux propres inscrits à la cote d'une bourse au Canada, ce qui comporte la prise d'un risque associé aux capitaux propres, c'est-à-dire le risque financier découlant du fait de détenir des titres de capitaux propres dans un placement donné.

Toutefois, ce risque est atténué par notre énoncé de politique de placement conclu avec le gestionnaire de titres de capitaux propres qui prévoit, entre autres, des limites de concentration, des paramètres d'exposition à un titre donné ou aux titres d'un secteur en particulier ainsi que des exigences de capitalisation boursière minimales applicables aux titres détenus afin de minimiser le risque de liquidité inhérent à certains titres de capitaux propres.

Pour ce qui est des titres à taux variable, ces actifs sont assortis d'une garantie sur le capital et, s'il y a lieu, d'un taux d'intérêt minimum. La valeur des titres et le montant des intérêts à verser à l'échéance peuvent varier selon le rendement

de l'indice boursier sous-jacent. Bien que les titres à taux variable améliorent la diversification du portefeuille, il n'y a actuellement aucun marché secondaire actif où ces titres sont négociés. Cependant, à l'heure actuelle, la stratégie de la Fondation consiste à conserver tous les titres à taux variable jusqu'à l'échéance.

Résultats d'exploitation

Par rapport au dernier exercice, les actifs nets des régimes ont diminué de 4,45 %, s'établissant à 1,03 milliard de dollars à la fin de 2021. Les placements des régimes ont affiché un taux de rendement global de 3,58 % en 2021. L'indice de référence utilisé aux fins de comparaison est composé dans les proportions suivantes :

- Indice de référence des titres à revenu fixe à compter du 1^{er} juillet 2021 : 50 % de l'indice obligataire tous les gouvernements FTSE TMX Canada, 30 % de l'indice obligataire gouvernement à court terme FTSE TMX Canada et 20 % de l'indice obligataire secteur financier FTSE TMX Canada;
- Indice de référence des titres à revenu fixe jusqu'au 30 juin 2021 : 75 % de l'indice obligataire tous les gouvernements FTSE TMX Canada et 25 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours Canada;
- Indice de référence des titres de capitaux propres : 95 % du rendement total de l'indice composé S&P/TSX et 5 % du rendement total de l'indice S&P 500 sur une base de couverture du dollar canadien.

Le rendement de l'indice de référence mixte en 2021 s'est chiffré à 5,33 %.

Commentaire sur le marché

L'année a commencé par une relance qui a fait grimper le rendement des actifs risqués et des obligations. L'optimisme entourant les campagnes de vaccination et la réouverture éventuelle des économies à l'échelle mondiale a insufflé de l'espoir et a permis d'ajuster les attentes quant à la trajectoire de la reprise. En ce qui concerne les marchés obligataires, la hausse des taux d'intérêt a entraîné une baisse des rendements au cours de ce qui a été l'une des périodes les plus difficiles de ces dernières années pour le marché canadien des titres à revenu fixe. Le marché n'a pas été en mesure de compenser la liquidation du début de l'année, perdant 5,0 % après le premier trimestre, les obligations à long terme ayant enregistré les pires rendements.

À mesure que l'année progressait et que la vaccination se généralisait, il est devenu évident que la reprise connaîtrait des hauts et des bas. Le taux des obligations canadiennes à 30 ans a atteint un sommet au cours du premier semestre avant de redescendre. Le repli des taux en milieu d'année s'est produit au moment même où les données sur l'inflation commençaient à augmenter en raison de l'incidence de base favorable d'un exercice à l'autre et de l'augmentation de la demande attribuable à la diminution des restrictions. Les banques centrales et les marchés ont convenu que les principaux facteurs expliquant la hausse de l'inflation à court terme étaient transitoires, ce qui a permis aux banques centrales de maintenir leurs politiques expansionnistes pendant une période prolongée, dans l'espoir que l'inflation diminuerait bientôt pour atteindre la cible de 2 %. L'inflation est toutefois demeurée élevée, affichant un taux annuel de 7,2 % et de 4,8 % aux États-Unis et au Canada, respectivement, à la fin de l'année.

L'inflation s'étant révélée plus persistante que prévu, les banques centrales et les marchés ont mis l'accent sur la prochaine étape naturelle du processus de reprise, à savoir l'élimination des politiques expansionnistes et les hausses de taux. La trajectoire et le calendrier prévus des hausses de taux étaient plus musclés au Canada qu'aux États-Unis. Par conséquent, les taux sur l'ensemble de la courbe canadienne ont fortement augmenté au début du quatrième trimestre. La Banque du Canada est restée en avance sur la Réserve fédérale en réduisant et en mettant fin aux achats d'actifs, et en reconnaissant que les mesures expansionnistes extrêmes n'étaient plus nécessaires étant donné la vigueur de la reprise à ce jour. Ce n'est qu'au cours du dernier mois de l'année que la Réserve fédérale américaine a modifié sa politique et cessé de décrire la dynamique inflationniste comme étant transitoire. Les marchés ont alors compris que des hausses de taux étaient à venir.

Il en est découlé une année difficile pour les investisseurs canadiens, les titres à revenu fixe ayant enregistré un rendement négatif de 2,5 % sur la période de 12 mois. Les taux ont été plus élevés sur l'ensemble de la courbe, mais les taux à court terme ont augmenté davantage que les taux à long terme, ce qui a entraîné un aplatissement de la courbe de rendement au Canada, lequel reflète les attentes du marché à l'égard du début des hausses de taux. Le taux des obligations du gouvernement du Canada à 10 ans a terminé l'année en hausse de 0,75 %, pour s'établir à 1,43 %.

Les obligations de sociétés ont profité de l'amélioration du contexte économique et ont surpassé les obligations d'État au cours de la période.

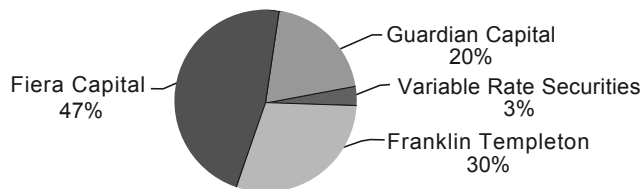
L'indice S&P/TSX a clôturé 2021 en hausse de 25,09 %, son meilleur rendement annuel en 13 ans. La volatilité est demeurée élevée, les investisseurs tenant compte des répercussions du resserrement de la politique monétaire et de l'évolution de la pandémie de COVID-19.

En 2021, l'indice TSX a donc généré son meilleur rendement depuis la reprise de 2009, après la crise financière mondiale de 2007 et 2008. Le secteur de l'énergie est arrivé en tête, avec un rendement de 48,87 %, grâce à une remontée de 55 % du prix des marchandises (WTI). Le secteur des services financiers a suivi (+36,50 %), compte tenu du contexte favorable de hausse des taux et de baisse des provisions pour pertes de crédit. Le secteur des matériaux a le plus tiré de l'arrière (+4 %), car la reflation a détourné les investisseurs du secteur plus défensif de l'or.

Tout au long de cette année mouvementée, nous avons continué d'investir dans des sociétés de grande qualité offrant des cours attractifs, en mettant l'accent sur la préservation du capital. Notre objectif est de détenir les titres de bonnes sociétés qui ont démontré leur capacité à créer une valeur intrinsèque pour nos investisseurs, car cette approche nous a permis de dégager des rendements supérieurs au fil du temps, et ce, à moindre risque.

En 2021, notre portefeuille d'actions canadiennes a progressé de 22,53 %, un rendement de 272 points de base inférieur à celui de l'indice de référence. Dans un contexte où le solide rendement de l'indice TSX découle principalement d'actions de moindre qualité, nous nous attendons à tirer de l'arrière du fait de notre très grande concentration dans les sociétés de grande qualité.

Au 31 décembre 2021, les conseillers en placements géraient les pourcentages d'actifs suivants pour le compte des régimes :



Événements récents

La guerre entre la Russie et l'Ukraine restera sans aucun doute le risque le plus important auquel seront confrontés les investisseurs au cours du premier semestre de 2022. L'invasion russe a entraîné une hausse des primes de risque sur les marchés financiers. Les ratios de valorisation élevés du marché boursier ont entamé leur correction, et tout porte à croire que celle-ci se poursuivra si le conflit persiste ou gagne en ampleur. La correction du marché boursier n'a cependant pas entraîné de hausse des indices obligataires, principalement en raison de l'inflation élevée. L'interruption de la production de marchandises et les différentes sanctions économiques imposées à la Russie ont profité au marché des marchandises. La hausse des prix de l'énergie aura des répercussions défavorables sur la croissance économique, ce dont les banques centrales devront tenir compte pour équilibrer les risques.

La levée actuelle des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 insufflera sans doute un regain de croissance à l'économie canadienne, en particulier à certains secteurs qui ont été plus gravement touchés par les confinements et les restrictions. Nous continuons d'évaluer les sociétés en prévision de différents scénarios économiques, tout en surveillant leur capacité à maintenir un rendement supérieur et à créer de la valeur à mesure que l'économie rouvrira. Comme toujours, nous mettons l'accent sur les caractéristiques et les éléments de différenciation propres à chaque société, mais nous prêterons également attention à l'environnement macroéconomique et à la manière dont il affecte les sociétés qui composent ou pourraient composer notre portefeuille.

Des hausses de taux sont attendues en 2022. Le débat porte maintenant sur le nombre de mesures expansionnistes à éliminer pour rapprocher l'inflation de la cible de 2 % dans un délai raisonnable. Le second semestre de 2022 apportera probablement des précisions quant au rythme des hausses de taux et à la valeur finale. Néanmoins, il apparaît évident que les taux seront plus élevés étant donné la vigueur actuelle de l'économie et l'inflation élevée.

Nous avons en partie réduit l'exposition aux titres de créance en raison du retrait des mesures monétaires et de la réorientation de la politique, qui devrait entraîner une volatilité élevée. En outre, nous pensons que les valorisations élevées des titres de créance restreignent les possibilités d'appréciation du capital, ce qui se traduit par des risques asymétriques et un profil moins attractif. De plus, nous avons augmenté l'exposition aux obligations à moyen terme puisque la courbe de rendement s'est aplatie, ce qui limite l'exposition aux obligations à court et à long terme. Les premières devraient continuer à augmenter au fur et à mesure que les banques centrales relèvent les taux, tandis que les secondes n'offrent qu'une modeste rétribution supplémentaire malgré la prolongation de la sensibilité aux taux d'intérêt. Dans l'ensemble, nous avons adopté une position défensive pour notre portefeuille alors que nous entrons dans une période où des épisodes de volatilité élevée sont attendus.

Transactions entre parties liées

Le Fonds d'études pour les enfants Inc. (le « FEEI ») est inscrit en tant qu'agent d'inscription du régime de bourses en vertu des lois sur les valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada. Il a obtenu l'approbation de l'Agence du revenu du Canada (« ARC ») pour exploiter les régimes enregistrés d'épargne-études et par Emploi et Développement social Canada (« EDSC ») pour traiter les dépôts des titulaires de régimes afin d'obtenir les subventions gouvernementales (Subventions canadiennes pour l'épargne-études, Bon d'études canadien, Subvention pour l'épargne-études et l'épargne-formation de la Colombie-Britannique et Incitatif québécois à l'épargne-études) au nom des titulaires de régimes.

Aux termes d'une entente conclue avec la Fondation, le Fonds d'études pour les enfants Inc. a été nommé agent d'inscription du régime de bourses de la Fondation pour l'éducation des enfants du Canada et il est l'agent d'inscription et l'administrateur exclusif des régimes. Selon les modalités de cette entente et conformément au prospectus, l'agent d'inscription du régime de bourses a le droit de recevoir des frais de vente, des frais de dépôt, des frais administratifs et des frais de service. Comme l'agent d'inscription du régime de bourses est une entreprise de commercialisation et d'administration détenue en propriété véritable par un administrateur de la Fondation, l'agent d'inscription du régime de bourses est considéré comme une partie liée.

Frais de gestion

Frais d'administration annuels

Tous les frais de distribution et d'administration des régimes sont actuellement acquittés par l'agent d'inscription du régime de bourses. Des représentants commerciaux partout au Canada assurent la distribution des régimes. L'administration des régimes comprend la couverture des frais permanents de maintien et d'administration de ceux-ci. L'agent d'inscription du régime de bourses est indemnisé pour les charges qu'il engage en frais d'administration annuels calculés et payables semestriellement au taux annuel de 0,5 % sur l'ensemble de l'épargne des souscripteurs au régime collectif avec options, de 1,5 % sur l'ensemble de l'épargne des souscripteurs au régime Individuel, de 0,95 % sur l'ensemble de l'épargne des souscripteurs au régime Performants et de 1,00 % sur l'ensemble de l'épargne des souscripteurs au régime Performants ayant conclu des conventions qui ont été signées après septembre 2020, y compris les subventions gouvernementales et tous les revenus gagnés. En 2021, des frais d'administration de 6 260 649 \$ ont été payés à l'agent d'inscription du régime de bourses.

Honoraires du fiduciaire dépositaire

En 2021, Scotiustrust, fiduciaire dépositaire et fiduciaire des bourses d'études, a reçu des honoraires totalisant 150 834 \$. En contrepartie des honoraires, le fiduciaire reçoit les sommes à investir et les revenus, règle les transactions sur placements, assure la garde de l'actif et tient des dossiers de placement.

Frais de gestion de portefeuilles

Les régimes retiennent les services de trois conseillers en placements professionnels pour gérer les placements des régimes. Les frais sont calculés mensuellement en fonction de la valeur finale de l'actif net géré par chacun des conseillers en placements. Les frais de gestion de portefeuilles moyens pour 2021, établis d'après les actifs nets, se sont élevés à environ 0,127 %.

Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent font état de données financières clés concernant les régimes et ont pour objet de vous aider à comprendre leurs résultats financiers pour les cinq derniers exercices.

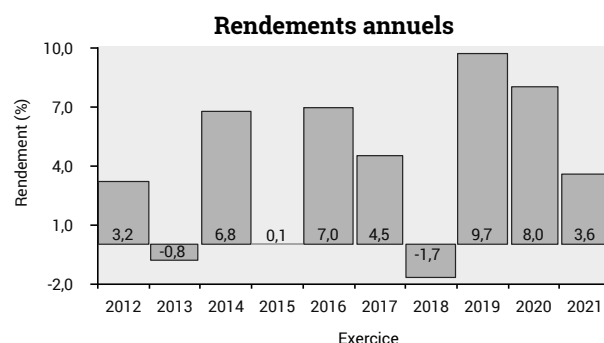
	2021	2020	2019	2018	2017
État des actifs nets					
Total des actifs	1 041 524 187 \$	1 090 752 141 \$	1 072 545 123 \$	1 053 573 771 \$	1 107 085 557 \$
Actifs nets	1 033 382 277 \$	1 081 478 843 \$	1 063 315 699 \$	1 035 617 714 \$	1 095 677 352 \$
Variation des actifs nets (%)	-4 %	2 %	3 %	-5 %	2 %
État du résultat net					
Produits de placement nets	25 963 128 \$	37 761 569 \$	37 531 660 \$	2 775 923 \$	35 049 851 \$
État des variations des actifs nets					
Bourses d'études	33 939 510 \$	31 818 000 \$	28 709 530 \$	27 095 886 \$	24 096 263 \$
Subventions	19 529 503 \$	17 855 376 \$	15 720 413 \$	15 440 074 \$	14 163 915 \$
Autres					
Nombre total de parts dans les régimes	460 052	498 427	534 501	567 382	595 028
Variation du nombre total de parts dans les régimes (%)	-8 %	-7 %	-6 %	-5 %	-4 %

Rendement passé

Les régimes ont atteint leurs objectifs de placement et ont produit des résultats positifs pour les souscripteurs et les bénéficiaires des régimes. Le rendement passé des régimes n'est pas nécessairement indicatif du rendement futur.

Rendements annuels

Le graphique suivant présente le taux de rendement annuel selon la valeur marchande, pondéré en fonction de la durée des régimes, après les frais, pour les 10 dernières années, sous forme de pourcentages.



Rendements composés annuels

Le tableau suivant illustre les rendements composés annuels des régimes pour les périodes closes le 31 décembre 2021. Les titres n'ont pas été négociés avant 2014.

Au milieu de l'année, nous avons modifié l'indice de référence des titres à revenu fixe, principalement afin de réduire la sensibilité globale des placements à revenu fixe à l'égard de la durée. Ce changement minimisera l'exposition du fonds aux pertes en capital lorsque les taux d'intérêt du marché augmenteront dans les périodes à venir. Cette mesure a été décidée à la suite de réunions consacrées à l'examen de la politique de placement en juin, auxquelles ont participé le conseil d'administration, la haute direction, le coordonnateur des placements et les conseillers en placement.

La moyenne pondérée sur un an de l'indice de référence des titres à revenu fixe et de l'indice de référence des titres de capitaux propres au 31 décembre 2021 a été de 5,33 %.

	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Rendement net des régimes (%)	3,58 %	7,06 %	4,75 %	3,97 %
Indice de référence des titres à revenu fixe précédent (%)	-1,98 %	3,51 %	2,72 %	2,78 %
Indice de référence des titres à revenu fixe actuel (%)	-2,19 %	3,16 %	2,55 %	2,45 %
Indice de référence des titres à revenu fixe mixte actuel (%)*	-2,59 %	3,03 %	2,50 %	2,69 %
Indice de référence des titres de capitaux propres (%)**	25,25 %	17,83 %	9,90 %	s. o.

* Jusqu'au 30 juin 2021, l'indice de référence utilisé pour la répartition des titres à revenu fixe était composé dans une proportion de 75 % de l'indice obligataire tous les gouvernements FTSE Canada et dans une proportion de 25 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours Canada. Par la suite, il est passé à une proportion de 50 % de l'indice obligataire tous les gouvernements FTSE TMX Canada, de 30 % de l'indice obligataire gouvernement à court terme FTSE TMX Canada et de 20 % de l'indice obligataire secteur financier FTSE TMX Canada.

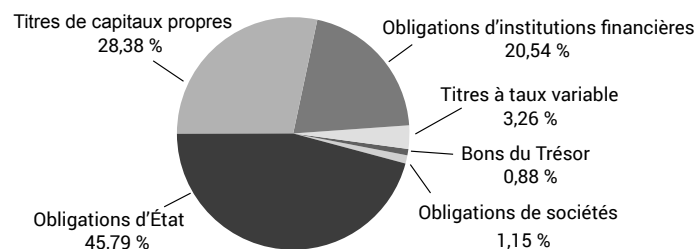
** Il faut prendre note que l'indice de référence utilisé pour la répartition des titres de capitaux propres est composé dans une proportion de 95 % du rendement total de l'indice composé S&P/TSX et dans une proportion de 5 % du rendement total de l'indice S&P 500 sur une base de couverture du dollar canadien.

Aperçu du portefeuille de placements

La répartition des placements des régimes par catégories d'actifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'établit comme suit :

Catégories d'actifs	% du total
Obligations d'État	45,79 %
Titres de capitaux propres	28,38 %
Obligations d'institutions financières	20,54 %
Titres à taux variable	3,26 %
Bons du Trésor	0,88 %
Obligations de sociétés	1,15 %
Total	100,00 %

Composition des actifs



LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

25 positions principales exprimées en pourcentage du portefeuille de placement global

31 décembre 2021

Valeur nominale/ actions	Description des titres	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	% du portfeuille
34 624 000	PROVINCE D'ONTARIO	3,500 %	2 juin 2024	36 800 703	36 429 988	3,5 %
26 942 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,600 %	2 juin 2025	28 395 583	27 956 905	2,7 %
18 288 000	BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	3,300 %	26 mai 2025	19 429 235	19 293 108	1,9 %
10 000 000	INDICES AMÉRICAINS DE LA BANQUE TORONTO-DOMINION		11 oct. 2022	10 000 000	18 800 000	1,8 %
16 900 000	BANQUE DE MONTRÉAL	2,700 %	11 sept. 2024	17 539 792	17 420 520	1,7 %
234 033	FINB BMO S&P 500			6 797 242	15 455 539	1,5 %
10 000 000	INDICES CANADIENS DE LA BANQUE TORONTO-DOMINION		11 oct. 2022	10 000 000	14 772 000	1,4 %
6 211	CONSTELLATION SOFTWARE INC.			7 023 336	14 547 653	1,4 %
14 304 000	GOUVERNEMENT DU CANADA	1,250 %	1 ^{er} juin 2030	14 795 611	14 182 130	1,4 %
104 157	BANQUE ROYALE DU CANADA			9 577 339	13 967 454	1,4 %
13 400 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	1,909 %	18 juill. 2023	13 616 225	13 540 968	1,3 %
147 247	CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE LIMITÉE			9 532 177	13 384 752	1,3 %
137 045	LA BANQUE TORONTO-DOMINION			8 938 171	13 272 808	1,3 %
112 500	INDUSTRIES TOROMONT LTÉE			7 132 869	12 834 000	1,2 %
12 284 000	ROYAL OFFICE FINANCE LP	5,209 %	12 nov. 2032	12 941 480	12 790 273	1,2 %
80 748	COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA			9 229 976	12 512 710	1,2 %
79 999	THOMSON REUTERS CORP.			6 442 708	12 083 849	1,2 %
179 597	METRO INC.			9 157 525	12 068 918	1,2 %
86 595	BANQUE DE MONTRÉAL			7 992 315	11 781 250	1,1 %
147 188	BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT			5 911 854	11 298 218	1,1 %
67 906	INTACT CORPORATION FINANCIÈRE			8 550 901	11 139 300	1,1 %
173 219	DOLLARAMA INC.			7 098 121	10 938 780	1,1 %
113 012	BANQUE NATIONALE DU CANADA			7 123 957	10 885 316	1,1 %
97 181	CGI INC.			8 798 639	10 855 118	1,1 %
178 913	OPEN TEXT CORP.			9 113 715	10 725 834	1,0 %
25 positions principales exprimées en pourcentage du portefeuille de placement global				291 939 475	372 937 392	36,3 %

Responsabilités de la direction à l'égard de l'information financière

Les états financiers ci-joints de La Fondation pour l'éducation des enfants du Canada (la « Fondation ») sont préparés par la direction et approuvés par le conseil d'administration. La direction est responsable de l'information et des déclarations incluses dans ces états financiers.

La direction a mis en place des processus appropriés pour s'assurer de présenter de l'information financière pertinente et fiable. Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et ils incluent certains montants fondés sur des estimations et des jugements. Les principales conventions que la direction estime appropriées pour la Fondation sont décrites à la note 3 afférente aux états financiers.

Donna J. Haid

Présidente et chef de la direction



Le 23 mars 2022

Le conseil d'administration est chargé d'examiner et d'approuver les états financiers et de superviser la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. sont les auditeurs externes de la Fondation. Ils ont effectué l'audit des états financiers conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada de manière à pouvoir fournir au conseil d'administration leur opinion à l'égard des états financiers. Leur rapport est présenté ci-dessous.

Melissa Boughner

Chef des services financiers



Rapport des auditeurs indépendants

Au conseil d'administration de
La Fondation pour l'éducation des enfants du Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de La Fondation pour l'éducation des enfants du Canada (« l'entité »), qui comprennent :

- les états de la situation financière aux 31 décembre 2021 et 2020;
- les états du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états des variations des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité aux 31 décembre 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- des informations contenues dans le rapport de la direction sur le rendement du fonds déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations identifiées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou que celles-ci semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de la direction sur le rendement du fonds déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes à la date du présent rapport des auditeurs. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport des auditeurs.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation,

Suite...

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Rapport des auditeurs indépendants (suite)

de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Le 23 mars 2022
Toronto, Canada

KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.

**Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés**

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

États de la situation financière

Au 31 décembre 2021

Au 31 décembre 2020

Actifs

Trésorerie	9 430 931 \$	—
Placements, à la juste valeur (note 6)	1 027 673 278	1 086 100 103 \$
Intérêts courus	3 250 323	3 362 240
Dividendes à recevoir	385 296	360 680
Subventions gouvernementales à recevoir	784 359	929 118
Total des actifs	1 041 524 187	1 090 752 141

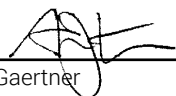
Passifs

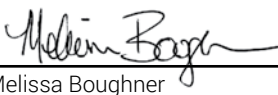
Dette bancaire	—	333 111
Montant à payer à l'agent d'inscription du régime de bourses (note 11)	414 777	607 327
Montant à payer à des souscripteurs à la suite de résiliations	7 727 133	8 332 860
	8 141 910	9 273 298
Actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires	1 033 382 277 \$	1 081 478 843 \$

Ventilation des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires :

Dépôts de souscripteurs reçus d'avance	763 307 \$	737 885 \$
Dépôts de souscripteurs aux termes de conventions de bourses	473 756 228	505 619 947
Dépôts de souscripteurs aux termes de conventions d'entiercement	2 517 323	2 401 381
Produits de placement cumulés sur les dépôts de souscripteurs	223 321 045	234 131 521
Produits de placement cumulés aux termes de conventions d'entiercement	1 286 665	1 366 988
Subventions gouvernementales (note 3)	211 703 161	215 702 485
Produits de placement cumulés sur les subventions gouvernementales	104 026 523	105 002 286
Fonds complémentaire de bourses (note 9)	15 546 888	16 087 005
Fonds d'enrichissement (note 9)	461 137	429 345
Actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires	1 033 382 277 \$	1 081 478 843 \$

Approuvé par le conseil d'administration de La Fondation pour l'éducation des enfants du Canada.


Arie Gaertner, administrateur


Melissa Boughner, administratrice

Voir les notes afférentes aux états financiers audités.

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

États du résultat global

Pour l'exercice clos le
31 décembre 2021

Pour l'exercice clos le
31 décembre 2020

Produits

Produits d'intérêts tirés des dépôts de souscripteurs	9 523 727 \$	11 310 499 \$
Produits d'intérêts tirés des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions d'entiercement	26 606	57 140
Produits d'intérêts tirés des subventions gouvernementales	5 665 427	5 664 498
Produits d'intérêts tirés du fonds complémentaire de bourses	142 262	77 233
Produits de placement tirés du fonds d'enrichissement	3 703	2 469
Produits de dividendes tirés des dépôts de souscripteurs	4 061 300	2 706 202
Produits de dividendes tirés des subventions gouvernementales	1 417 688	1 309 237
Profits réalisés sur la vente de placements	7 607 940	19 257 716
Variation des profits latents, montant net	4 651 277	41 975 157
Total des produits	33 099 930	82 360 151

Charges

Frais d'administration	998 432	869 282
Honoraires du fiduciaire	150 834	160 135
Frais de gestion de portefeuille	1 305 106	1 556 900
Honoraires et frais du Comité d'examen indépendant	19 153	19 108
Jetons de présence	12 000	18 000
Total des charges	2 485 525	2 623 425

Augmentation des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires	30 614 405 \$	79 736 726 \$
---	----------------------	----------------------

Voir les notes afférentes aux états financiers audités.

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

États des variations des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires

Pour l'exercice clos le
31 décembre 2021

Pour l'exercice clos le
31 décembre 2020

	1 081 478 843 \$	1 063 315 699 \$
Actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires à l'ouverture de l'exercice		
Augmentation des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires	30 614 405	79 736 726
Transactions conclues avec les souscripteurs et les bénéficiaires		
Dépôts de souscripteurs	42 996 368	48 358 054
Honoraires déduits des dépôts de souscripteurs (note 11)	(8 938 700)	(10 219 621)
Retraits de dépôts de souscripteurs à la suite de résiliations	(5 237 039)	(5 500 544)
Retraits de dépôts de souscripteurs en raison de l'arrivée à échéance de régimes	(60 542 984)	(53 753 525)
Subventions canadiennes pour l'épargne-études	6 894 953	8 055 966
Bons d'études canadiens	821 700	1 114 948
Subventions provinciales pour l'épargne	356 164	443 914
Produits versés à des établissements d'enseignement désignés	(1 161 036)	-
Total des transactions conclues avec les souscripteurs et les bénéficiaires	(24 810 574)	(11 500 808)
Remboursement aux bénéficiaires		
Paiements d'aide aux études		
Bourses d'études	33 939 510	31 818 000
Subventions gouvernementales	19 529 503	17 855 376
Remboursement des frais d'inscription	431 384	399 398
Total des décaissements aux bénéficiaires	53 900 397	50 072 774
(Diminution) augmentation des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires	(48 096 566)	18 163 144
Actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires à la clôture de l'exercice	1 033 382 277 \$	1 081 478 843 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers audités.

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Tableaux des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le
31 décembre 2021

Pour l'exercice clos le
31 décembre 2020

Activités de fonctionnement

Augmentation des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires	30 614 405 \$	79 736 726 \$
Éléments hors trésorerie		
Profits réalisés sur la vente de placements	(7 607 940)	(19 257 716)
Variation des profits latents, montant net	(4 651 277)	(41 975 157)
Amortissement des escomptes et primes sur placements	2 908 344	4 364 219
Diminution des intérêts courus	111 917	338 344
(Augmentation) des dividendes à recevoir	(24 616)	(83 413)
(Diminution) augmentation des montants à payer à l'agent d'inscription du régime de bourses	(192 550)	320 099
Achats de placements	(1 196 066 612)	(2 165 989 528)
Produits de la vente de placements	1 263 844 311	2 204 254 859
	88 935 982	61 708 433

Activités de financement

Dépôts de souscripteurs reçus aux termes de conventions de bourses	42 830 536	48 157 458
Paiements à partir de dépôts de souscripteurs aux termes de conventions de bourses	(75 274 561)	(69 388 415)
Dépôts de souscripteurs reçus aux termes de conventions d'entiercement	165 831	200 599
Paiements à partir de dépôts de souscripteurs aux termes de conventions d'entiercement	(49 889)	(123 700)
Subventions gouvernementales reçues	8 217 576	9 756 200
Paiements d'aide aux études	(53 469 013)	(49 673 376)
Remboursement de frais d'inscription	(431 384)	(399 398)
Produits versés à des établissements d'enseignement désignés	(1 161 036)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(79 171 940)	(61 470 632)
Augmentation nette de la trésorerie	9 764 042	237 801
Dette bancaire à l'ouverture de l'exercice	(333 111)	(570 912)
Trésorerie (dette bancaire) à la clôture de l'exercice	9 430 931 \$	(333 111) \$

Informations supplémentaires :

Intérêts reçus	21 890 139 \$	23 051 917 \$
Dividendes reçus, déduction faite des retenues d'impôt à la source	5 478 988 \$	4 015 439 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers audités.

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions de bourses 31 décembre 2021

Valeur nominale	Description des titres	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
Titres à revenu fixe					
487 000	ALTALINK LP	3,717 %	3 déc. 2046	507 304	547 734
90 000	Bank of America Corp.	2,598 %	4 avril 2029	90 000	90 717
5 000 000	BANQUE DE MONTRÉAL	2,700 %	9 déc. 2026	5 285 230	5 200 600
15 265 000	BANQUE DE MONTRÉAL	2,700 %	11 sept. 2024	15 892 438	15 735 162
1 538 000	BANQUE DE MONTRÉAL	2,850 %	6 mars 2024	1 588 535	1 579 218
973 000	BANQUE DE MONTRÉAL	2,280 %	29 juill. 2024	1 000 654	987 614
35 000	BANQUE DE MONTRÉAL	0,853 %	1 ^{er} févr. 2023	34 972	35 111
250 000	BANQUE DE MONTRÉAL	3,190 %	1 ^{er} mars 2028	249 403	266 945
530 000	BANQUE DE MONTRÉAL	2,370 %	3 févr. 2025	529 997	538 862
660 000	BANQUE DE MONTRÉAL	0,350 %	16 févr. 2022	660 000	660 046
600 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	2,360 %	8 nov. 2022	608 790	607 434
5 130 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	2,620 %	2 déc. 2026	5 394 643	5 318 528
435 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	3,100 %	2 févr. 2028	453 448	462 427
450 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	1,830 %	27 avril 2022	452 034	451 940
3 840 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	2,290 %	28 juin 2024	3 898 114	3 916 032
2 365 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	2,380 %	1 ^{er} mai 2023	2 420 873	2 396 738
2 116 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	2,160 %	3 févr. 2025	2 179 363	2 141 752
600 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	1,850 %	2 nov. 2026	599 857	592 272
1 358 000	BROCK UNIVERSITY	3,033 %	17 mai 2060	1 358 000	1 287 791
7 000 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	2,900 %	15 juin 2024	7 358 668	7 280 350
970 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	2,350 %	15 juin 2027	1 002 512	1 006 433
315 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	2,550 %	15 déc. 2023	322 950	323 659
1 590 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	1,800 %	15 déc. 2024	1 622 680	1 611 847
4 500 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	0,950 %	15 juin 2025	4 495 720	4 436 325
460 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	1,250 %	15 juin 2026	461 548	454 839
3 460 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	1,600 %	15 déc. 2031	3 339 701	3 366 338
1 315 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	1,100 %	15 déc. 2026	1 289 518	1 295 104
653 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	0,662 %	15 mars 2022	653 723	653 718
3 000 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION NO 1	2,650 %	15 mars 2022	3 002 909	3 014 580
630 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION NO 1	2,400 %	15 déc. 2022	632 826	639 853
1 770 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION NO 1	1,900 %	15 sept. 2026	1 775 726	1 798 391
695 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION NO 1	2,650 %	15 déc. 2028	733 544	737 895
2 430 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION NO 1	2,100 %	15 sept. 2029	2 502 548	2 496 193
770 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION NO 1	2,150 %	15 déc. 2031	769 322	790 174
1 220 000	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	4,080 %	16 juill. 2025	1 298 522	1 326 848
17 528 000	BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	3,300 %	26 mai 2025	18 654 779	18 491 339
1 755 000	BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2,970 %	11 juill. 2023	1 755 890	1 801 665
45 000	BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2,300 %	11 juill. 2022	45 005	45 393
3 656 000	BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2,430 %	9 juin 2023	3 747 735	3 712 120
266 603	BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	0,909 %	13 sept. 2023	266 603	262 639
40 000	CANADIAN NATURAL RESOURCES	3,420 %	1 ^{er} déc. 2026	40 117	41 744
70 000	CITIGROUP INC.	4,090 %	9 juin 2025	71 343	74 493
1 088 000	CU INC.	2,963 %	7 sept. 2049	1 056 429	1 067 839
55 000	ENBRIDGE INC.	3,950 %	19 nov. 2024	55 119	57 830
155 000	ENBRIDGE INC.	2,350 %	15 sept. 2031	154 959	152 284
466 025	FÉDÉRATION DES CAISSES	2,050 %	10 févr. 2025	465 668	452 019
175 000	FÉDÉRATION DES CAISSES	2,394 %	25 août 2022	175 000	176 866
70 000	FÉDÉRATION DES CAISSES	3,056 %	11 sept. 2023	70 000	72 080
75 000	FIRST CAPITAL REALTY INC.	3,604 %	6 mai 2026	79 083	77 598
295 000	GOVERNEMENT DU CANADA	1,500 %	1 ^{er} juin 2026	298 473	298 493
4 165 000	GOVERNEMENT DU CANADA	2,750 %	1 ^{er} déc. 2048	5 625 554	5 127 532
4 309 000	GOVERNEMENT DU CANADA	1,000 %	1 ^{er} juin 2027	4 212 618	4 249 191
1 190 000	GOVERNEMENT DU CANADA	0,500 %	1 ^{er} mars 2022	1 187 349	1 190 702
5 036 000	GOVERNEMENT DU CANADA	2,000 %	1 ^{er} juin 2028	5 287 192	5 256 929
510 000	GOVERNEMENT DU CANADA	1,750 %	1 ^{er} mars 2023	509 267	515 681
2 770 000	GOVERNEMENT DU CANADA	2,000 %	1 ^{er} déc. 2051	3 057 478	2 976 310
525 000	GOVERNEMENT DU CANADA	2,000 %	1 ^{er} sept. 2023	529 309	534 429
14 304 000	GOVERNEMENT DU CANADA	1,250 %	1 ^{er} juin 2030	14 795 611	14 182 130
3 386 000	GOVERNEMENT DU CANADA	0,500 %	1 ^{er} déc. 2030	3 128 024	3 131 508
2 305 000	GOVERNEMENT DU CANADA	1,000 %	1 ^{er} sept. 2026	2 255 831	2 276 741
3 613 000	GOVERNEMENT DU CANADA	1,500 %	1 ^{er} juin 2031	3 568 082	3 638 327
200 000	GOVERNEMENT DU CANADA	0,500 %	1 ^{er} nov. 2023	198 431	198 378
5 020 000	GOVERNEMENT DU CANADA	4,000 %	1 ^{er} juin 2041	6 691 309	6 962 790
1 720 000	GOVERNEMENT DU CANADA	0,000 %	6 janv. 2022	1 719 985	1 719 966

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions de bourses
31 décembre 2021 (suite)

Valeur nominale	Description des titres	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
5 530 000	GOUVERNEMENT DU CANADA	0,000 %	20 janv. 2022	5 529 815	5 529 613
800 000	GOUVERNEMENT DU CANADA	0,000 %	17 mars 2022	799 718	799 288
375 000	GREAT-WEST LIFECO INC.	3,337 %	28 févr. 2028	376 169	398 321
385 000	GREAT-WEST LIFECO INC.	2,981 %	8 juill. 2050	385 000	361 850
580 000	BANQUE HSBC DU CANADA	2,542 %	31 janv. 2023	588 185	588 967
770 000	BANQUE HSBC DU CANADA	1,782 %	20 mai 2026	770 000	762 608
72 000	HYDRO ONE INC.	6,930 %	1 ^{er} juin 2032	96 580	99 246
65 000	HYDRO ONE INC.	5,490 %	16 juill. 2040	81 063	87 740
110 000	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.	3,440 %	26 janv. 2027	110 270	115 917
779 000	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.	4,206 %	21 mars 2050	893 938	899 901
185 000	L'ORDRE INDÉPENDANT DES FORESTIERS	2,885 %	15 oct. 2035	185 000	186 571
515 000	LABRADOR-ISLAND LINK FDG TR	3,760 %	1 ^{er} juin 2033	565 589	599 584
165 000	LABRADOR-ISLAND LINK FDG TR	3,860 %	1 ^{er} déc. 2045	200 776	208 520
200 000	BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA	1,603 %	6 mai 2026	200 000	198 594
160 000	LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE MANUFACTURERS	3,181 %	22 nov. 2027	161 161	162 813
430 000	BANQUE MANUVIE DU CANADA	2,844 %	12 janv. 2023	434 803	437 817
475 000	BANQUE MANUVIE DU CANADA	2,378 %	19 nov. 2024	478 914	484 006
470 000	BANQUE MANUVIE DU CANADA	1,504 %	25 juin 2025	472 156	465 620
690 000	BANQUE MANUVIE DU CANADA	1,536 %	14 sept. 2026	690 000	675 062
260 000	BANQUE MANUVIE DU CANADA	2,082 %	26 mai 2022	260 602	261 557
70 000	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE MANUVIE	5,059 %	15 déc. 2036	78 833	84 690
1 099 000	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	5,360 %	31 déc. 2043	1 352 722	1 525 533
275 000	MUSKRAT FALLS LABRADOR	3,630 %	1 ^{er} juin 2029	296 269	310 252
470 000	MUSKRAT FALLS LABRADOR	3,860 %	1 ^{er} déc. 2048	596 881	603 804
25 000	BANQUE NATIONALE DU CANADA	2,105 %	18 mars 2022	24 993	25 089
301 511	NEW BRUNSWICK PROJECT	6,470 %	30 nov. 2027	335 450	343 701
30 000	NEW YORK LIFE GLOBAL FUNDING	2,000 %	17 avril 2028	29 937	29 712
465 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	5,375 %	1 ^{er} juill. 2028	308 028	204 087
375 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	2,348 %	1 ^{er} déc. 2022	357 063	284 350
300 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	1,690 %	1 ^{er} févr. 2023	261 141	176 054
115 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	2,402 %	1 ^{er} mai 2023	96 170	61 114
150 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	1,750 %	1 ^{er} juin 2024	125 243	105 295
225 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	1,890 %	1 ^{er} oct. 2024	193 795	176 000
100 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	1,740 %	1 ^{er} janv. 2025	85 959	77 897
190 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	1,920 %	1 ^{er} janv. 2030	188 697	183 598
205 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	0,500 %	1 ^{er} oct. 2025	189 253	181 112
400 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	0,600 %	1 ^{er} déc. 2025	372 839	357 876
200 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	0,990 %	1 ^{er} mars 2026	187 617	182 911
320 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	0,840 %	1 ^{er} avril 2026	305 171	298 331
420 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	0,840 %	1 ^{er} juin 2026	404 676	396 145
60 000	NORTH WEST REDWATER	4,050 %	22 juill. 2044	62 312	65 402
1 943 000	NORTH WEST REDWATER	4,150 %	1 ^{er} juin 2033	1 939 692	2 137 242
1 000 000	ONTARIO HYDRO	0,000 %	11 avril 2031	775 083	799 510
4 170 000	OPB FINANCE TRUST	3,890 %	4 juill. 2042	4 195 901	4 923 185
2 222 000	OPB FINANCE TRUST	2,980 %	25 janv. 2027	2 221 414	2 329 256
3 758 439	ORNGE ISSUER TRUST	5,727 %	11 juin 2034	3 990 410	4 220 689
30 000	PEMBINA PIPELINE CORP.	3,310 %	1 ^{er} févr. 2030	29 982	30 713
140 000	PEPSICO INC.	2,150 %	6 mai 2024	138 668	142 003
565 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	3,450 %	1 ^{er} déc. 2043	652 641	648 756
429 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	3,100 %	1 ^{er} juin 2024	441 475	447 198
220 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	2,550 %	1 ^{er} juin 2027	233 975	229 365
634 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	3,050 %	1 ^{er} déc. 2048	618 686	691 548
7 000 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	2,650 %	1 ^{er} sept. 2023	7 233 869	7 182 420
250 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	2,050 %	1 ^{er} juin 2030	249 097	250 873
2 550 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	2,950 %	1 ^{er} juin 2025	2 725 512	2 763 690
2 350 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	3,900 %	1 ^{er} déc. 2033	2 566 921	2 735 142
650 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	3,500 %	1 ^{er} juin 2031	695 660	728 748
2 635 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	3,100 %	1 ^{er} juin 2050	2 708 221	2 920 713
2 555 000	PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE	4,300 %	18 juin 2042	3 195 453	3 319 405
3 780 000	PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE	5,700 %	18 juin 2029	4 462 441	4 793 305
2 360 000	PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE	6,350 %	18 juin 2031	2 917 935	3 249 980
4 610 000	PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE	2,200 %	18 juin 2030	4 962 158	4 714 002
830 000	PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE	2,800 %	18 juin 2048	921 067	888 000
525 000	PROVINCE DU MANITOBA	5,700 %	5 mars 2037	742 710	740 791
875 000	PROVINCE DU MANITOBA	4,650 %	5 mars 2040	1 029 149	1 142 873

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions de bourses 31 décembre 2021 (suite)

Valeur nominale	Description des titres	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
565 000	PROVINCE DU MANITOBA	4,050 %	5 sept. 2045	670 102	714 465
807 000	PROVINCE DU MANITOBA	2,850 %	5 sept. 2046	803 996	849 626
133 000	PROVINCE DU MANITOBA	3,400 %	5 sept. 2048	154 749	154 339
665 000	PROVINCE DU MANITOBA	2,600 %	2 juin 2027	674 633	695 377
250 000	PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK	4,550 %	26 mars 2037	280 456	315 975
685 000	PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK	4,800 %	26 sept. 2039	823 259	905 262
395 000	PROVINCE DE TERRE-NEUVE	4,500 %	17 avril 2037	439 919	482 970
1 914 000	PROVINCE DE TERRE-NEUVE	3,300 %	17 oct. 2046	1 802 750	2 064 479
1 450 000	PROVINCE DE TERRE-NEUVE	0,648 %	17 mars 2024	1 450 000	1 462 340
224 000	PROVINCE DE TERRE-NEUVE	3,150 %	2 déc. 2052	222 117	238 600
275 000	PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	5,800 %	1 ^{er} juin 2033	363 768	372 204
2 365 000	PROVINCE D'ONTARIO	4,650 %	2 juin 2041	2 803 517	3 158 860
835 000	PROVINCE D'ONTARIO	6,500 %	8 mars 2029	1 053 974	1 094 610
3 290 000	PROVINCE D'ONTARIO	5,850 %	8 mars 2033	4 098 710	4 469 597
1 250 000	PROVINCE D'ONTARIO	4,700 %	2 juin 2037	1 299 710	1 620 338
788 000	PROVINCE D'ONTARIO	3,450 %	2 juin 2045	881 652	924 198
2 765 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,600 %	2 juin 2025	2 779 464	2 869 158
2 250 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,800 %	2 juin 2048	2 330 446	2 386 710
7 000 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,300 %	8 sept. 2024	7 262 131	7 178 010
2 805 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,050 %	2 juin 2030	2 921 180	2 825 645
4 231 000	PROVINCE D'ONTARIO	4,650 %	2 juin 2041	5 673 154	5 651 220
535 000	PROVINCE D'ONTARIO	4,700 %	2 juin 2037	683 750	693 504
28 069 000	PROVINCE D'ONTARIO	3,500 %	2 juin 2024	29 863 583	29 533 079
26 942 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,600 %	2 juin 2025	28 395 583	27 956 905
9 058 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,400 %	2 juin 2026	9 401 403	9 375 573
360 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,800 %	2 juin 2048	421 210	381 874
7 727 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,600 %	8 sept. 2023	7 982 038	7 922 107
290 000	PROVINCE D'ONTARIO	1,750 %	8 sept. 2025	296 830	292 613
1 500 000	PROVINCE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	6,100 %	29 juill. 2027	1 567 247	1 825 245
905 000	PROVINCE DE QUÉBEC	8,500 %	1 ^{er} avril 2026	1 131 901	1 160 690
155 000	PROVINCE DE QUÉBEC	6,000 %	1 ^{er} oct. 2029	198 574	200 593
1 130 000	PROVINCE DE QUÉBEC	5,750 %	1 ^{er} déc. 2036	1 453 351	1 615 053
3 495 000	PROVINCE DE QUÉBEC	3,750 %	1 ^{er} sept. 2024	3 602 069	3 718 715
1 597 000	PROVINCE DE QUÉBEC	2,750 %	1 ^{er} sept. 2025	1 687 723	1 670 574
34 000	PROVINCE DE QUÉBEC	2,300 %	1 ^{er} sept. 2029	35 146	35 101
505 000	PROVINCE DE QUÉBEC	3,500 %	1 ^{er} déc. 2045	621 044	601 713
425 000	PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN	5,800 %	5 sept. 2033	523 196	577 431
615 000	PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN	5,600 %	5 sept. 2035	826 978	843 073
2 123 000	PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN	3,400 %	3 févr. 2042	2 141 309	2 412 683
1 220 000	PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN	2,650 %	2 juin 2027	1 199 657	1 280 122
7 000 000	PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN	0,800 %	2 sept. 2025	6 924 392	6 823 390
725 000	PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN	2,650 %	2 juin 2027	776 554	760 728
37 000	PSP CAPITAL INC.	3,290 %	4 avril 2024	37 053	38 680
110 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,333 %	5 déc. 2023	110 000	112 159
100 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,360 %	5 déc. 2022	100 459	101 308
3 683 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	3,296 %	26 sept. 2023	3 846 336	3 799 272
1 565 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	0,579 %	27 juin 2023	1 563 126	1 567 207
2 607 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,740 %	25 juill. 2029	2 722 289	2 659 531
550 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,609 %	1 ^{er} nov. 2024	551 564	562 810
2 763 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,880 %	23 déc. 2029	2 903 669	2 828 096
1 265 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	1,589 %	4 mai 2026	1 257 502	1 244 456
40 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,140 %	3 nov. 2031	39 990	39 609
2 920 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	1,968 %	2 mars 2022	2 923 240	2 927 504
5 000 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,328 %	28 janv. 2027	5 141 991	5 041 750
1 835 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	1,833 %	31 juill. 2028	1 835 000	1 790 244
483 015	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,550 %	16 juill. 2024	505 462	512 509
625 250	BANQUE ROYALE DU CANADA	0,535 %	20 janv. 2026	625 885	632 541
12 284 000	ROYAL OFFICE FINANCE LP	5,209 %	12 nov. 2032	12 941 480	12 790 273
65 000	Fiducie de capital Banque Scotia	5,650 %	31 déc. 2056	75 614	88 100
1 500 000	SINAI HEALTH SYSTEM	3,527 %	9 juin 2056	1 500 000	1 626 240
897 156	SNC-LAVALIN INNISFREE	6,632 %	30 juin 2044	1 109 530	1 159 520
275 000	FINANCIÈRE SUN LIFE INC.	2,060 %	1 ^{er} oct. 2035	271 023	262 622
2 058 000	TCHC ISSUER TRUST	5,395 %	22 févr. 2040	2 602 816	2 761 548
595 000	LA COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA SUR LA VIE	6,400 %	11 déc. 2028	685 428	736 134

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions de bourses 31 décembre 2021 (suite)

Valeur nominale	Description des titres	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	
1 500 000	THE HOSPITAL FOR SICK CHILDREN	3,416 %	7 déc. 2057	1 500 000	1 621 005	
4 158 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	4,859 %	4 mars 2031	4 603 132	4 586 399	
140 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	3,226 %	24 juill. 2024	143 645	146 035	
13 070 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	1,909 %	18 juill. 2023	13 286 225	13 207 496	
5 000 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	1,888 %	8 mars 2028	5 011 229	4 918 900	
420 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	3,005 %	30 mai 2023	420 042	430 525	
400 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	1,896 %	2 juin 2026	400 000	390 916	
960 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	3,060 %	26 janv. 2032	970 470	988 397	
580 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	1,943 %	13 mars 2025	582 495	581 618	
985 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	3,105 %	22 avril 2030	985 000	1 015 052	
670 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	1,128 %	9 déc. 2025	666 199	650 222	
330 190	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	0,350 %	10 sept. 2024	331 167	336 106	
75 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	3,600 %	31 oct. 2081	75 000	72 638	
100 000	TRANSCANADA PIPELINES LTD	3,000 %	18 sept. 2029	99 775	102 379	
100 000	TRANSCANADA TRUST	4,650 %	18 mai 2077	100 154	102 750	
300 570	OBLIGATION DU TRÉSOR AMÉRICAIN	1,500 %	15 févr. 2030	319 220	275 124	
675 000	WATERLOO ONTARIO REGIONAL	2,150 %	4 oct. 2025	674 454	683 822	
675 000	WATERLOO ONTARIO REGIONAL	2,200 %	4 oct. 2026	674 022	685 922	
675 000	WATERLOO ONTARIO REGIONAL	2,250 %	4 oct. 2027	673 479	689 195	
675 000	WATERLOO ONTARIO REGIONAL	2,300 %	4 oct. 2028	673 443	686 752	
125 000	WELLS FARGO & CO	3,874 %	21 mai 2025	126 708	130 696	
1 725 000	YUKON DEVELOPMENT CORP.	5,000 %	29 juin 2040	2 108 615	2 222 542	
Total des titres à revenu fixe				444 573 465 \$	447 111 988 \$	64,4 %
Titres à taux variable						
10 000 000	BILLET LIÉ À DES INDICES CANADIENS DE LA BANQUE TORONTO-DOMINION		11 oct. 2022	10 000 000	14 772 000	
10 000 000	BILLET LIÉ À DES INDICES AMÉRICAINS DE LA BANQUE TORONTO-DOMINION		11 oct. 2022	10 000 000	18 800 000	
Total des titres à taux variable				20 000 000 \$	33 572 000 \$	4,8 %
Actions/ parts				Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	
127 552	ALIMENTATION COUCHE-TARD			5 309 513	6 721 990	
63 428	BANQUE DE MONTRÉAL			5 881 876	8 629 379	
174 575	FINB BMO S&P 500			5 419 762	11 528 933	
107 883	BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT			4 439 608	8 281 148	
924	BROOKFIELD REINSURANCE PARTNERS			58 996	73 403	
98 050	CAE INC.			2 794 483	3 118 971	
59 289	COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA			6 897 871	9 187 423	
108 159	CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE			7 189 333	9 831 653	
97 150	CCL INDUSTRIES INC.			5 251 752	6 577 055	
71 178	CGI INC.			6 496 735	7 950 583	
4 564	CONSTELLATION SOFTWARE INC.			5 365 305	10 689 983	
17 963	DESCARTES SYSTEMS GROUP INC.			1 281 184	1 873 002	
126 878	DOLLARAMA INC.			5 347 476	8 012 346	
137 000	EMPIRE COMPANY LTD			4 572 277	5 270 390	
49 884	INTACT CORPORATION FINANCIÈRE			6 380 319	8 182 971	
37 131	LES COMPAGNIES LOBLAW LTÉE			2 358 483	3 839 345	
131 552	METRO INC.			6 793 237	8 840 294	
82 793	BANQUE NATIONALE DU CANADA			5 287 158	7 974 622	
131 048	OPEN TEXT CORP.			6 772 500	7 856 328	
200 925	QUÉBECOR INC. – CAT. B			6 145 595	5 722 344	
67 820	RESTAURANT BRANDS			5 184 094	5 231 764	
53 389	QUINCAILLERIE RICHELIEU			2 053 089	2 324 557	
38 694	RITCHIE BROS AUCTIONEERS			2 381 529	2 985 242	
76 408	BANQUE ROYALE DU CANADA			7 074 060	10 246 313	
33 037	STANTEC INC.			1 596 106	2 341 663	
203 816	TELUS CORPORATION			5 117 569	6 071 679	
58 593	THOMSON REUTERS CORP.			4 848 584	8 850 473	

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions de bourses 31 décembre 2021 (suite)

Actions/ parts	Description des titres	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	
51 681	GRUPE TMX LIMITÉE	5 003 843	6 607 933	
7 566	TOPICUS COM INC.	478 929	876 975	
82 626	INDUSTRIES TOROMONT LTÉE	5 430 668	9 425 974	
100 401	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	6 567 622	9 723 837	
32 050	WASTE CONNECTIONS INC.	3 584 152	5 512 600	
102 575	WINPACK LTD	4 556 495	3 793 224	
Total des titres de capitaux propres		153 920 203 \$	214 154 397 \$	30,8 %
		618 493 668 \$	694 838 385 \$	100,0 %

Tableau du portefeuille de placements des subventions gouvernementales 31 décembre 2021

Valeur nominale	Description des titres	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
Titres à revenu fixe					
205 000	BANK OF AMERICA CORP.	2,598 %	4 avril 2029	205 000	206 634
1 645 000	BANQUE DE MONTRÉAL	2,270 %	11 juill. 2022	1 652 368	1 659 377
1 635 000	BANQUE DE MONTRÉAL	2,700 %	11 sept. 2024	1 647 354	1 685 358
2 340 000	BANQUE DE MONTRÉAL	2,850 %	6 mars 2024	2 392 866	2 402 712
305 000	BANQUE DE MONTRÉAL	0,625 %	1 ^{er} févr. 2023	304 752	305 970
1 250 000	BANQUE DE MONTRÉAL	3,190 %	1 ^{er} mars 2028	1 246 868	1 334 725
1 650 000	BANQUE DE MONTRÉAL	2,370 %	3 févr. 2025	1 649 990	1 677 588
2 340 000	BANQUE DE MONTRÉAL	0,350 %	16 févr. 2022	2 340 000	2 340 164
3 615 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	2,360 %	8 nov. 2022	3 667 050	3 659 790
725 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	2,620 %	2 déc. 2026	708 078	751 644
970 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	3,100 %	2 févr. 2028	969 799	1 031 159
1 700 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	1,830 %	27 avril 2022	1 707 684	1 707 327
1 495 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	2,290 %	28 juin 2024	1 515 860	1 524 601
2 400 000	LA BANQUE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	1,850 %	2 nov. 2026	2 399 427	2 369 088
4 230 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	2,350 %	15 juin 2027	4 371 778	4 388 879
6 800 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	1,800 %	15 déc. 2024	6 937 678	6 893 432
5 800 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	1,100 %	15 déc. 2026	5 687 607	5 712 246
7 700 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION N ^o 1	1,900 %	15 sept. 2026	7 701 922	7 823 508
3 350 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION N ^o 1	2,650 %	15 déc. 2028	3 535 702	3 556 762
3 635 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION N ^o 1	2,150 %	15 déc. 2031	3 642 636	3 730 237
5 500 000	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	4,080 %	16 juill. 2025	5 866 529	5 981 690
760 000	BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	3,300 %	26 mai 2025	774 457	801 770
280 000	BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2,970 %	11 juill. 2023	282 507	287 445
250 000	BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2,300 %	11 juill. 2022	250 028	252 183
383 648	BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	0,909 %	13 sept. 2023	383 648	377 944
245 000	CANADIAN NATURAL RESOURCES	3,420 %	1 ^{er} déc. 2026	245 716	255 684
205 000	CITIGROUP INC.	4,090 %	9 juin 2025	208 862	218 157
265 000	ENBRIDGE INC.	3,950 %	19 nov. 2024	264 778	278 634
415 000	ENBRIDGE INC.	2,350 %	15 sept. 2031	414 891	407 729
1 997 250	FÉDÉRATION DES CAISSES	2,050 %	10 févr. 2025	1 995 721	1 937 224
625 000	FÉDÉRATION DES CAISSES	2,394 %	25 août 2022	624 799	631 663
305 000	FÉDÉRATION DES CAISSES	3,056 %	11 sept. 2023	305 000	314 065
270 000	FIRST CAPITAL REALTY INC.	3,604 %	6 mai 2026	284 698	279 353
1 340 000	GOVERNEMENT DU CANADA	1,500 %	1 ^{er} juin 2026	1 352 146	1 355 866
1 000 000	GOVERNEMENT DU CANADA	0,000 %	6 janv. 2022	999 988	999 980
1 145 000	GREAT-WEST LIFECO INC.	3,337 %	28 févr. 2028	1 148 570	1 216 208
1 315 000	GREAT-WEST LIFECO INC.	2,981 %	8 juill. 2050	1 289 919	1 235 929
2 430 000	BANQUE HSBC DU CANADA	2,542 %	31 janv. 2023	2 468 931	2 467 568
2 880 000	BANQUE HSBC DU CANADA	1,782 %	20 mai 2026	2 880 000	2 852 352
122 000	HYDRO ONE INC.	6,930 %	1 ^{er} juin 2032	163 650	168 167

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Tableau du portefeuille de placements des subventions gouvernementales 31 décembre 2021 (suite)

Valeur nominale	Description des titres	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
110 000	HYDRO ONE INC.	5,490 %	16 juill. 2040	137 183	148 484
370 000	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.	3,440 %	26 janv. 2027	370 907	389 902
590 000	L'ORDRE INDÉPENDANT DES FORESTIERS	2,885 %	15 oct. 2035	590 000	595 009
2 730 000	LABRADOR-ISLAND LINK FDG TR	3,760 %	1 ^{er} juin 2033	2 987 077	3 178 375
925 000	LABRADOR-ISLAND LINK FDG TR	3,860 %	1 ^{er} déc. 2045	1 122 258	1 168 978
800 000	BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA	1,603 %	6 mai 2026	800 000	794 376
420 000	LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE MANUFACTURERS	3,181 %	22 nov. 2027	422 916	427 384
1 690 000	BANQUE MANUVIE DU CANADA	2,844 %	12 janv. 2023	1 705 976	1 720 724
3 395 000	BANQUE MANUVIE DU CANADA	2,378 %	19 nov. 2024	3 426 583	3 459 369
1 950 000	BANQUE MANUVIE DU CANADA	1,504 %	25 juin 2025	1 962 397	1 931 826
1 910 000	BANQUE MANUVIE DU CANADA	1,536 %	14 sept. 2026	1 910 000	1 868 649
2 325 000	BANQUE MANUVIE DU CANADA	2,082 %	26 mai 2022	2 330 380	2 338 927
130 000	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE MANUVIE	5,059 %	15 déc. 2036	146 404	157 281
1 030 000	MUSKRAT FALLS LABRADOR	3,630 %	1 ^{er} juin 2029	1 104 263	1 162 036
1 870 000	MUSKRAT FALLS LABRADOR	3,860 %	1 ^{er} déc. 2048	2 397 088	2 402 370
110 000	BANQUE NATIONALE DU CANADA	2,105 %	18 mars 2022	109 940	110 389
126 000	NEW YORK LIFE GLOBAL FUNDING	2,000 %	17 avril 2028	125 735	124 790
1 255 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	3,250 %	1 ^{er} juill. 2028	829 292	545 464
610 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	2,360 %	1 ^{er} déc. 2022	581 145	462 543
1 000 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	1,690 %	1 ^{er} févr. 2023	872 847	586 847
195 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	2,124 %	1 ^{er} mai 2023	163 070	103 629
605 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	1,750 %	1 ^{er} juin 2024	505 146	424 688
565 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	1,890 %	1 ^{er} oct. 2024	486 640	441 956
335 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	1,740 %	1 ^{er} janv. 2025	287 963	266 916
830 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	1,920 %	1 ^{er} janv. 2030	825 811	802 032
1 095 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	0,500 %	1 ^{er} oct. 2025	1 013 298	967 405
1 280 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	0,600 %	1 ^{er} déc. 2025	1 193 085	1 145 204
800 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	0,990 %	1 ^{er} mars 2026	750 468	731 645
1 235 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	0,840 %	1 ^{er} avril 2026	1 177 771	1 151 372
1 765 000	TITRES HYPOTHÉCAIRES ÉMIS AUX TERMES DE LA LNH	0,840 %	1 ^{er} juin 2026	1 700 603	1 664 753
100 000	NORTH WEST REDWATER	4,050 %	22 juill. 2044	103 854	109 003
2 300 000	ONTARIO HYDRO	0,000 %	11 avr. 2031	1 796 520	1 838 873
225 000	PEMBINA PIPELINE CORP.	3,310 %	1 ^{er} févr. 2030	224 867	230 348
565 000	PEPSICO INC.	2,150 %	6 mai 2024	559 527	573 085
4 160 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	3,450 %	1 ^{er} déc. 2043	4 851 651	4 776 678
1 005 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	2,550 %	1 ^{er} juin 2027	1 068 839	1 047 783
1 233 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	2,050 %	1 ^{er} juin 2030	1 228 714	1 237 303
760 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	2,900 %	20 sept. 2029	789 446	812 387
3 475 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	3,900 %	1 ^{er} déc. 2033	3 788 104	4 044 518
4 080 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	3,500 %	1 ^{er} juin 2031	4 363 481	4 574 292
1 425 000	PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE	2,200 %	18 juin 2030	1 444 074	1 457 148
2 350 000	PROVINCE DU MANITOBA	5,700 %	5 mars 2037	3 317 377	3 315 921
3 600 000	PROVINCE DU MANITOBA	4,650 %	5 mars 2040	4 236 147	4 702 104
2 350 000	PROVINCE DU MANITOBA	4,050 %	5 sept. 2045	2 825 728	2 971 669
3 070 000	PROVINCE DU MANITOBA	2,600 %	2 juin 2027	3 112 102	3 210 238
1 045 000	PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK	4,550 %	26 mars 2037	1 174 510	1 320 776
3 020 000	PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK	4,800 %	26 sept. 2039	3 629 551	3 991 081
1 785 000	PROVINCE DE TERRE-NEUVE	4,500 %	17 avril 2037	1 992 560	2 182 537
2 265 000	PROVINCE DE TERRE-NEUVE	3,300 %	17 oct. 2046	2 213 268	2 443 074
4 720 000	PROVINCE DE TERRE-NEUVE	0,648 %	17 mars 2024	4 720 000	4 760 167
1 235 000	PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	5,800 %	1 ^{er} juin 2033	1 633 649	1 671 535
3 735 000	PROVINCE D'ONTARIO	6,500 %	8 mars 2029	4 722 094	4 896 249
4 860 000	PROVINCE D'ONTARIO	3,450 %	2 juin 2045	5 451 609	5 700 002
2 460 000	PROVINCE D'ONTARIO	4,700 %	2 juin 2037	3 143 972	3 188 824
6 555 000	PROVINCE D'ONTARIO	3,500 %	2 juin 2024	6 937 120	6 896 909
1 425 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,800 %	2 juin 2048	1 667 291	1 511 583
2 140 000	PROVINCE D'ONTARIO	1,750 %	8 sept. 2025	2 190 042	2 159 281

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Tableau du portefeuille de placements des subventions gouvernementales 31 décembre 2021 (suite)

Valeur nominale	Description des titres	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	
3 890 000	PROVINCE DE QUÉBEC	8,500 %	1 ^{er} avril 2026	4 830 528	4 989 042	
645 000	PROVINCE DE QUÉBEC	6,000 %	1 ^{er} oct. 2029	826 324	834 727	
1 980 000	PROVINCE DE QUÉBEC	3,500 %	1 ^{er} déc. 2045	2 434 983	2 359 190	
2 500 000	PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN	5,600 %	5 sept. 2035	3 418 233	3 427 125	
597 000	PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN	3,400 %	3 févr. 2042	613 932	678 461	
3 275 000	PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN	2,650 %	2 juin 2027	3 507 883	3 436 392	
360 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,333 %	5 déc. 2023	360 000	367 067	
1 370 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,360 %	5 déc. 2022	1 376 243	1 387 920	
5 395 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	0,620 %	27 juin 2022	5 390 944	5 402 607	
2 765 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,609 %	1 ^{er} nov. 2024	2 777 992	2 829 397	
4 815 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	1,589 %	4 mai 2026	4 773 905	4 736 804	
1 945 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	1,833 %	31 juill. 2028	1 933 026	1 897 561	
165 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,140 %	3 nov. 2031	164 960	163 386	
1 808 210	BANQUE ROYALE DU CANADA	2,550 %	16 juill. 2024	1 892 242	1 918 622	
2 501 000	BANQUE ROYALE DU CANADA	0,535 %	20 janv. 2026	2 503 542	2 530 165	
110 000	FIDUCIE DE CAPITAL BANQUE SCOTIA	5,650 %	31 déc. 2056	127 962	149 092	
765 000	FINANCIÈRE SUN LIFE INC.	2,060 %	1 ^{er} oct. 2035	753 213	730 567	
1 390 000	LA COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA SUR LA VIE	6,400 %	11 déc. 2028	1 596 062	1 719 708	
550 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	3,226 %	24 juill. 2024	562 606	573 711	
330 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	1,909 %	18 juill. 2023	330 000	333 472	
2 940 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	0,745 %	28 juin 2023	2 940 000	2 956 229	
1 600 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	1,896 %	2 juin 2026	1 600 000	1 563 664	
2 520 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	1,943 %	13 mars 2025	2 530 838	2 527 031	
2 800 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	1,128 %	9 déc. 2025	2 782 954	2 717 344	
2 161 810	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	0,350 %	10 sept. 2024	2 168 207	2 200 546	
400 000	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	3,600 %	31 oct. 2081	400 000	387 400	
365 000	TRANSCANADA PIPELINES LTD	3,000 %	18 sept. 2029	364 180	373 683	
180 000	TRANSCANADA TRUST	4,650 %	18 mai 2077	180 276	184 950	
1 034 520	OBLIGATION DU TRÉSOR AMÉRICAIN	1,500 %	15 févr. 2030	1 098 710	946 937	
355 000	WELLS FARGO & CO	3,874 %	21 mai 2025	360 014	371 177	
Total des titres à revenu fixe				236 311 359 \$	238 671 480 \$	75,5 %
Actions/ parts Titres de capitaux propres						
46 582	ALIMENTATION COUCHE-TARD			1 888 538	2 454 871	
23 167	BANQUE DE MONTRÉAL			2 110 439	3 151 870	
59 458	FINB BMO S&P 500			1 377 480	3 926 606	
39 305	BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT			1 472 246	3 017 070	
314	BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT			20 048	24 944	
35 225	CAE INC.			970 980	1 120 507	
21 459	COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CA- NADA			2 332 105	3 325 287	
39 088	CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE			2 342 844	3 553 099	
34 775	CCL INDUSTRIES INC.			1 813 399	2 354 268	
26 003	CGI INC.			2 301 904	2 904 535	
1 647	CONSTELLATION SOFTWARE INC.			1 658 031	3 857 669	
6 263	DESCARTES SYSTEMS GROUP INC.			446 698	653 043	
46 341	DOLLARAMA INC.			1 750 645	2 926 434	
49 200	EMPIRE COMPANY LTD			1 594 047	1 892 724	
18 022	INTACT CORPORATION FINANCIÈRE			2 170 582	2 956 329	
13 849	LES COMPAGNIES LOBLAW LTÉE			879 572	1 431 987	
48 045	METRO INC.			2 364 288	3 228 624	
30 219	BANQUE NATIONALE DU CANADA			1 836 799	2 910 694	
47 865	OPEN TEXT CORP.			2 341 215	2 869 507	
72 811	QUÉBECOR INC. – CAT. B			2 200 627	2 073 657	
24 569	RESTAURANT BRANDS			1 871 377	1 895 299	
19 214	QUINCAILLERIE RICHELIEU			733 283	836 578	

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Tableau du portefeuille de placements des subventions gouvernementales 31 décembre 2021 (suite)

Actions/ parts	Titres de capitaux propres	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	
13 937	RITCHIE BROS AUCTIONEERS	755 124	1 075 240	
27 749	BANQUE ROYALE DU CANADA	2 503 279	3 721 141	
12 031	STANTEC INC.	581 527	852 757	
74 276	TELUS CORPORATION	1 840 321	2 212 682	
21 406	THOMSON REUTERS CORP.	1 594 124	3 233 376	
18 599	GROUPE TMX LIMITÉE	1 601 504	2 378 068	
3 150	TOPICUS COM INC.	199 395	365 117	
29 874	INDUSTRIES TOROMONT LTÉE	1 702 201	3 408 026	
36 644	LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2 370 549	3 548 971	
11 450	WASTE CONNECTIONS INC.	1 197 256	1 969 400	
36 225	WINPAK LTD	1 638 777	1 339 601	
	Titres de capitaux propres	52 461 204 \$	77 469 981 \$	24,5 %
		288 772 563 \$	316 141 461 \$	100,0 %

Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes du fonds complémentaire de bourses

31 décembre 2021

Valeur nominale	Description des titres	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	
468 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	2,350 %	15 sept. 2023	482 459	478 170	
803 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	2,550 %	15 déc. 2023	827 356	825 074	
550 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	0,950 %	15 juin 2025	549 999	542 218	
535 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	1,100 %	15 mars 2031	509 423	499 920	
401 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION N ⁰ 1	2,400 %	15 déc. 2022	407 242	407 272	
632 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION N ⁰ 1	1,900 %	15 sept. 2026	649 902	642 137	
215 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION N ⁰ 1	2,650 %	15 déc. 2028	227 188	228 270	
696 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION N ⁰ 1	0,422 %	15 sept. 2024	699 598	700 559	
15 000	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	4,080 %	16 juill. 2025	15 856	16 314	
927 000	GOUVERNEMENT DU CANADA	1,500 %	1 ^{er} juin 2026	943 252	937 976	
57 000	GOUVERNEMENT DU CANADA	2,000 %	1 ^{er} juin 2028	58 601	59 501	
298 000	GOUVERNEMENT DU CANADA	0,500 %	1 ^{er} déc. 2030	278 119	275 602	
114 000	GOUVERNEMENT DU CANADA	5,750 %	1 ^{er} juin 2033	159 586	163 381	
415 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	3,450 %	1 ^{er} déc. 2043	451 031	476 520	
150 000	PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE	2,200 %	18 juin 2030	152 485	153 384	
346 000	PROVINCE DU MANITOBA	6,300 %	5 mars 2031	452 085	468 979	
469 000	PROVINCE DU MANITOBA	3,000 %	2 juin 2028	510 704	502 801	
428 000	PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK	4,800 %	26 sept. 2039	547 227	565 623	
133 000	PROVINCE DE TERRE-NEUVE	0,580 %	27 févr. 2023	133 345	133 456	
321 000	PROVINCE DE TERRE-NEUVE	0,695 %	17 mars 2024	322 806	323 732	
562 000	PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	0,543 %	9 nov. 2022	563 200	563 585	
241 000	PROVINCE D'ONTARIO	6,500 %	8 mars 2029	308 026	315 929	
174 000	PROVINCE D'ONTARIO	5,850 %	8 mars 2033	227 986	236 386	
214 000	PROVINCE D'ONTARIO	4,700 %	2 juin 2037	272 276	277 402	
254 000	PROVINCE D'ONTARIO	3,150 %	2 juin 2022	256 732	256 908	
910 000	PROVINCE D'ONTARIO	3,500 %	2 juin 2043	1 007 791	1 065 710	
187 000	PROVINCE D'ONTARIO	3,450 %	2 juin 2045	208 594	219 321	
724 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,600 %	2 juin 2027	766 764	757 840	
120 000	PROVINCE D'ONTARIO	0,585 %	27 juin 2022	120 210	120 248	
1 058 000	PROVINCE D'ONTARIO	0,485 %	21 août 2023	1 060 960	1 062 694	
107 000	PROVINCE DE QUÉBEC	9,375 %	16 janv. 2023	115 985	116 366	
508 000	PROVINCE DE QUÉBEC	2,750 %	1 ^{er} sept. 2025	532 315	531 404	
71 000	PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN	3,400 %	3 févr. 2042	77 396	80 688	
	Total des titres à revenu fixe			13 896 499 \$	14 005 370 \$	100,0 %

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions d'entiercement

31 décembre 2021

Valeur nominale	Description des titres	Taux d'intérêt nominal (%)	Date d'échéance	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	
70 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	2,350 %	15 sept. 2023	72 024	71 521	
160 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	2,550 %	15 déc. 2023	160 993	164 398	
100 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	0,950 %	15 juin 2025	99 951	98 585	
85 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION	1,100 %	15 mars 2031	84 868	79 427	
79 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION N ^o 1	2,400 %	15 déc. 2022	79 371	80 236	
128 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION N ^o 1	1,900 %	15 sept. 2026	130 311	130 053	
34 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION N ^o 1	2,650 %	15 déc. 2028	34 668	36 098	
140 000	FIDUCIE DU CANADA POUR L'HABITATION N ^o 1	0,490 %	15 sept. 2024	140 522	140 917	
15 000	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	4,080 %	16 juill. 2025	15 856	16 314	
185 000	GOUVERNEMENT DU CANADA	1,500 %	1 ^{er} juin 2026	184 986	187 190	
17 000	GOUVERNEMENT DU CANADA	2,000 %	1 ^{er} juin 2028	16 879	17 746	
62 000	GOUVERNEMENT DU CANADA	0,500 %	1 ^{er} déc. 2030	57 864	57 340	
19 000	GOUVERNEMENT DU CANADA	5,750 %	1 ^{er} juin 2033	25 405	27 230	
81 000	PROVINCE DE L'ALBERTA	3,450 %	1 ^{er} déc. 2043	83 049	93 007	
30 000	PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE	2,200 %	18 juin 2030	30 402	30 677	
60 000	PROVINCE DU MANITOBA	6,300 %	5 mars 2031	74 336	81 326	
92 000	PROVINCE DU MANITOBA	3,000 %	2 juin 2028	102 367	98 630	
85 000	PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK	4,800 %	26 sept. 2039	102 156	112 332	
28 000	PROVINCE DE TERRE-NEUVE	2,098 %	27 févr. 2023	28 000	28 096	
62 000	PROVINCE DE TERRE-NEUVE	2,181 %	17 mars 2024	61 974	62 528	
100 000	PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	1,350 %	9 nov. 2022	100 046	100 282	
50 000	PROVINCE D'ONTARIO	6,500 %	8 mars 2029	60 079	65 546	
33 000	PROVINCE D'ONTARIO	5,850 %	8 mars 2033	40 575	44 832	
32 000	PROVINCE D'ONTARIO	4,700 %	2 juin 2037	40 244	41 481	
52 000	PROVINCE D'ONTARIO	3,150 %	2 juin 2022	52 371	52 595	
179 000	PROVINCE D'ONTARIO	3,500 %	2 juin 2043	186 862	209 629	
42 000	PROVINCE D'ONTARIO	3,450 %	2 juin 2045	45 254	49 259	
132 000	PROVINCE D'ONTARIO	2,600 %	2 juin 2027	139 887	138 170	
20 000	PROVINCE D'ONTARIO	0,630 %	27 juin 2022	20 018	20 041	
210 000	PROVINCE D'ONTARIO	0,540 %	21 août 2023	209 949	210 909	
22 000	PROVINCE DE QUÉBEC	9,375 %	16 janv. 2023	23 436	23 926	
93 000	PROVINCE DE QUÉBEC	2,750 %	1 ^{er} sept. 2025	94 096	97 285	
18 000	PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN	3,400 %	3 févr. 2042	19 656	20 456	
Total des titres à revenu fixe				2 618 455 \$	2 688 062 \$	100,0 %

Sommaire des tableaux du portefeuille de placements

31 décembre 2021

	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions de bourses	618 493 668	694 838 385
Tableau du portefeuille de placements des subventions gouvernementales	288 772 563	316 141 461
Tableau du portefeuille de placements du fonds complémentaire de bourses	13 896 499	14 005 370
Tableau du portefeuille de placements des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions d'entiercement	2 618 455	2 688 062
	923 781 185 \$	1 027 673 278 \$

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2021

1. Nature des activités

La Fondation pour l'éducation des enfants du Canada (la « Fondation ») a été constituée à titre d'organisme sans but lucratif aux termes des lois du Canada le 23 avril 1990. En 1991, la Fondation a commencé à offrir des conventions de bourses d'études par l'intermédiaire de son agent d'inscription exclusif, Fonds d'études pour les enfants Inc. Ces conventions sont connues collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada (les « régimes »).

La Fondation offre des régimes de bourses d'études qui permettent aux souscripteurs et à leurs bénéficiaires désignés d'épargner en vue des études postsecondaires d'un bénéficiaire. Les actifs de la Fondation sont investis dans des titres de capitaux propres, des obligations et des bons du Trésor, ainsi que des billets liés à des actions, conformément aux directives de l'énoncé de politique de placement de la Fondation établi par les fiduciaires et aussi selon les pratiques et les restrictions en matière de placement qui sont prescrites dans l'Instruction générale canadienne n° 15 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. En vertu d'une entente conclue en mai 2014 avec les autorités en valeurs mobilières, la Fondation peut investir dans des titres de capitaux propres, mais n'est plus autorisée à acquérir de nouveaux billets liés à des actions (l'« engagement »).

La Fondation n'est pas une société de fiducie et, par conséquent, elle n'est pas enregistrée en vertu des lois fédérales ou provinciales sur les sociétés de fiducie. Elle n'exerce pas les activités d'une société de fiducie et n'a pas l'intention de le faire.

Les conventions sont enregistrées auprès des autorités gouvernementales compétentes, dans la mesure où tous les renseignements requis ont été fournis, et, après leur enregistrement, elles sont régies par les règlements sur les régimes enregistrés d'épargne-études (« REEE ») en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada). Selon la législation fiscale actuelle, les produits crédités au capital d'un souscripteur ne constituent pas un revenu imposable pour celui-ci, sauf s'ils sont retirés à titre de paiement de revenu cumulé, sous réserve de certaines exigences d'admissibilité. Les dépôts ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt sur le revenu et ne sont pas imposables lorsqu'ils sont remboursés au souscripteur. Les subventions gouvernementales et les produits d'intérêts gagnés sur celles-ci constitueront un revenu imposable pour cet étudiant dans l'année du versement.

Le siège social est situé au 3221, North Service Road, à Burlington (Ontario).

Les états financiers tiennent compte des paiements d'aide aux études (y compris les bourses d'études et les subventions gouvernementales) versés aux bénéficiaires au cours de l'exercice. Les paiements sont versés, pour la plupart, en septembre de chaque exercice et, par conséquent, les paiements d'aide aux études seront beaucoup plus importants au deuxième semestre de l'exercice.

2. Déclaration de conformité

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et selon le principe du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur. Les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme à tous les exercices présentés, à moins d'indication contraire.

Le conseil d'administration de la Fondation a approuvé la publication des états financiers en date du 23 mars 2022.

3. Sommaire des principales méthodes comptables

Instruments financiers

Comptabilisation, évaluation initiale et classement

Les instruments financiers de la Fondation se composent de la trésorerie, des intérêts courus, des dividendes à recevoir, des subventions gouvernementales à recevoir, des montants à recevoir pour la vente de titres, des placements, du montant à payer à l'agent d'inscription du régime de bourses, des montants à payer pour l'achat de titres, du montant à payer à des souscripteurs à la suite de résiliations et de l'obligation de la Fondation à l'égard des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires. Les actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires se composent des dépôts de souscripteurs reçus d'avance, des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions de bourses, des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions d'entiercement, des produits de placements et de dividendes cumulés tirés des dépôts de souscripteurs, des produits de placements et de dividendes cumulés tirés des dépôts de souscripteurs aux termes de conventions d'entiercement, des subventions gouvernementales, des produits de placements et de dividendes cumulés tirés des subventions gouvernementales, du fonds complémentaire de bourses et du fonds d'enrichissement.

Selon les méthodes comptables de la Fondation, les passifs financiers sont classés au coût amorti. La Fondation n'a ni acheté ni vendu d'instruments financiers dérivés.

Le classement et l'évaluation d'actifs financiers sont présentés ci-après.

À la comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme étant évalué au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») ou à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Le classement des actifs financiers aux termes de l'IFRS 9 est généralement fondé sur le modèle économique pour la gestion d'un actif financier et les caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels.

Un actif financier est évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies et qu'il n'est pas désigné comme étant à la JVRN :

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2021

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates précises, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les actifs financiers détenus dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est à la fois de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs en question sont évalués à JVAERG. Tous les actifs financiers qui ne sont pas classés comme étant évalués au coût amorti ou à la JVAERG comme il est précisé précédemment sont évalués à la JVRN. La Fondation peut, lors de la comptabilisation initiale, désigner irrévocablement un actif financier, qui remplit les exigences comme étant évalué au coût amorti ou à la JVAERG, d'être évalué à la JVRN si, ce faisant, cela permet d'éliminer ou de réduire sensiblement une non-concordance comptable qui, autrement, pourrait en découler.

Les régimes ont un portefeuille d'actifs financiers dont la gestion ainsi que l'appréciation de la performance reposent sur la juste valeur, et c'est cette information qu'elle utilise pour évaluer le rendement des placements selon la stratégie de placement des régimes. Pour ce portefeuille, la perception des flux de trésorerie contractuels n'a qu'un rôle accessoire dans l'atteinte de l'objectif de placement des régimes. L'évaluation et la décision du modèle économique utilisé constituent un jugement comptable. Les régimes ont choisi de désigner les placements dans des titres à revenu fixe comme étant à la juste valeur au moment de l'adoption de l'IFRS 9 afin d'éliminer une incohérence d'évaluation, puisque l'obligation à l'égard des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires est évaluée à la JVRN.

Un actif financier est évalué, lors de sa comptabilisation initiale, à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un élément qui n'est pas à la JVRN, des coûts de transaction directement attribuables à son acquisition. Les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés dans le cas des éléments évalués à la JVRN.

Les actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires sont évalués au prix de rachat et sont considérés comme un intérêt résiduel dans les actifs du régime après soustraction de tous les passifs. Les actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires sont classés comme un passif financier en raison des obligations de paiement de la Fondation. L'augmentation ou la diminution du prix du rachat est présentée dans les états du résultat global à titre de variation des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur des actifs financiers négociés sur des marchés actifs, soit les titres de capitaux propres, les obligations et les bons du Trésor, est fondée sur les cours du marché à la clôture des négociations à la date de présentation. La Fondation utilise le dernier cours acheteur pour évaluer ces actifs financiers chaque date de présentation.

La juste valeur des actifs financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, soit les billets liés à des actions, est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation, soit notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés, le recours à d'autres instruments, l'examen de transactions comparables récentes conclues dans des conditions de concurrence normale et l'utilisation maximale des données observables. Les billets liés à des actions sont évalués à leur juste valeur à l'aide de modèles externes d'établissement des prix pour évaluer leurs composantes. La Fondation utilise un modèle externe d'établissement des prix selon lequel elle évalue ses billets liés à des actions en fonction du cours auquel ces titres pourraient être vendus à une contrepartie. Ces billets liés à des actions ont été émis par une banque canadienne.

Opérations de placement et comptabilisation des produits

Les produits d'intérêts tirés de placements dans des obligations et des bons du Trésor sont comptabilisés au taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés à titre de produits à la date ex-dividende. Les intérêts courus et les dividendes à recevoir sont calculés comme étant la différence entre les montants reçus et les montants gagnés qui ont été inscrits dans les produits.

Les profits et les pertes réalisés sur les opérations de placement sont calculés en fonction du coût amorti des placements connexes et sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils se produisent.

Les profits et les pertes latents sont calculés comme étant la différence entre la juste valeur et le coût amorti des placements connexes à la date des états de la situation financière. Les profits et les pertes latents sont affectés à des bénéficiaires en particulier par la Fondation. Au 31 décembre 2021, les actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires comprenaient un profit latent net de 97 868 234 \$ (93 232 169 \$ au 31 décembre 2020).

Devise

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Fondation.

Dépréciation des actifs financiers

L'IFRS 9 utilise un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Le modèle de dépréciation s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti, et non aux placements évalués à JVRN.

Les corrections de valeur pour pertes sont évaluées selon l'une des bases suivantes en vertu de l'IFRS 9 :

- Pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir qui représentent les pertes de crédit attendues des cas de défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture.
- Pertes de crédit attendues pour la durée de vie qui représentent les pertes de la totalité des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue.

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2021

3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

Dépôts de souscripteurs

Le solde du capital des souscripteurs comprend seulement les sommes reçues des souscripteurs et n'inclut pas les montants à recevoir à l'égard des conventions en cours, puisque les souscripteurs peuvent résilier leurs régimes en tout temps. Les dépôts de capital sont remis au souscripteur (ou au bénéficiaire du souscripteur si certaines conditions sont remplies) à la résiliation ou à l'échéance de la convention de bourses. Les dépôts de souscripteurs à la résiliation du régime ou lors de la résiliation par le souscripteur sont présentés dans les passifs. Les états financiers tiennent compte de tous les autres dépôts de souscripteurs dans les actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires. Comme les dépôts de souscripteurs sont exigibles à vue, ils sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les dépôts de souscripteurs reçus d'avance par rapport aux conventions de paiement des régimes sont comptabilisés dans les dépôts de souscripteurs reçus d'avance. Les dépôts de souscripteurs reçus avant de connaître le numéro d'assurance sociale du bénéficiaire sont détenus dans les dépôts de souscripteurs aux termes de conventions d'entiercement.

La Fondation déduit les frais de vente et de dépôt, les charges administratives, le cas échéant, et les autres frais de service ainsi que les primes d'assurance des montants déposés par les souscripteurs selon les modalités du prospectus (voir la note 11).

Subventions gouvernementales

Depuis janvier 1998, le gouvernement du Canada verse des Subventions canadiennes pour l'épargne-études (« SCEE ») au nom des bénéficiaires admissibles des REEE de la Fondation. Les bénéficiaires admissibles ont droit à des SCEE équivalant à 20 % des cotisations admissibles. La *Loi canadienne sur l'épargne-études*, prorogée le 15 décembre 2004, a bonifié le programme de SCEE en fournissant une subvention additionnelle aux bénéficiaires selon le revenu familial. En général, les familles dont le revenu annuel est inférieur à 49 020 \$ sont admissibles à un montant additionnel de 20 % de SCEE sur la première tranche de cotisation de 500 \$. Les familles dont le revenu annuel se situe entre 49 020 \$ et 98 040 \$ sont admissibles à un montant additionnel de 10 % de SCEE sur la première tranche de cotisation de 500 \$. De plus, le Bon d'études canadien (« BEC ») a été lancé dans le cadre de la *Loi canadienne sur l'épargne-études*. Les enfants nés à compter du 1^{er} janvier 2004 sont admissibles au BEC chaque année au cours de laquelle la famille du bénéficiaire est admissible au Supplément de la prestation nationale pour enfants jusqu'à l'année au cours de laquelle le bénéficiaire atteint l'âge de 15 ans, inclusivement. Le BEC est de 500 \$ au cours de la première année d'admissibilité et de 100 \$ par la suite.

En 2007, le gouvernement du Québec a lancé un programme intitulé Incitatif québécois à l'épargne-études pour les bénéficiaires résidant dans la province de Québec. Cet incitatif s'applique aux cotisations versées après le 20 février 2007 et correspond à 10 % de la première tranche de 2 500 \$. En général, les familles dont le revenu annuel est inférieur à 45 105 \$ sont admissibles à une prime additionnelle de 10 % sur les cotisations jusqu'à un maximum de 50 \$. Les familles dont le revenu annuel se situe entre 45 106 \$ et 90 200 \$ sont admissibles à une prime additionnelle de 5 % sur les cotisations jusqu'à concurrence de 25 \$. Les seuils de revenu familial sont indexés en fonction de l'inflation et sont révisés chaque année par le ministère du Revenu du Québec. Le montant maximal dans le cadre du programme Incitatif québécois à l'épargne-études est de 3 600 \$ par bénéficiaire.

Le gouvernement de la Saskatchewan a établi la subvention *Saskatchewan Advantage Grant for Education Savings* (« SAGES »), qui correspond à 10 % des cotisations versées depuis le 1^{er} janvier 2013 dans le REEE d'un bénéficiaire qui réside en Saskatchewan, jusqu'à concurrence de 250 \$ par bénéficiaire par année. Le montant maximal à vie de la subvention SAGES est de 4 500 \$ par bénéficiaire. Le gouvernement de la Saskatchewan a suspendu la subvention SAGES avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2018.

Le 15 août 2015, le gouvernement de la Colombie-Britannique a mis sur pied une subvention ponctuelle de 1 200 \$ (*British Columbia Training and Education Savings Grant*), qui a été versée dans le REEE de tout enfant d'un résident de la Colombie-Britannique né depuis le 1^{er} janvier 2006.

La Fondation reçoit des subventions dans le cadre des REEE admissibles. Les états financiers reflètent les fonds reçus pour ces subventions dans les actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires ainsi que les sommes estimées à recevoir au titre des subventions en fonction des dépôts de souscripteurs. Les subventions sont comptabilisées à leur valeur nominale, car elles sont exigibles à vue. Les subventions gouvernementales remboursables sont déduites des subventions gouvernementales à recevoir lorsqu'un régime est résilié par la Fondation ou par le souscripteur puisque les fonds doivent alors être remboursés au gouvernement.

Secteurs d'exploitation

La Fondation est structurée en un seul secteur d'exploitation, qui investit les fonds provenant des cotisations afin de procurer des rendements de placement. Par conséquent, toutes les décisions importantes liées au fonctionnement reposent sur une analyse de la Fondation en tant que secteur d'exploitation unique. La quasi-totalité des produits de placement provient de placements canadiens, les placements étrangers comptant pour environ 1 % des placements au 31 décembre 2021. Les résultats financiers de ce secteur équivalent aux états financiers de la Fondation dans son ensemble.

4. Situation fiscale

Les conventions de bourses sont soumises à l'Agence du revenu du Canada aux fins d'enregistrement à titre de REEE en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Les régimes sont exonérés de l'impôt sur le bénéfice en vertu de l'article 146.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Par conséquent, les produits de placement gagnés à l'égard des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires de la Fondation ne sont pas assujettis à l'impôt sur les bénéfices exigible. Les bénéficiaires admissibles sont imposés au moment où les produits de placement cumulés sont déboursés.

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2021

5. Estimations et jugements comptables critiques

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse appel à son jugement dans l'application des méthodes comptables et dans la formulation d'estimations et d'hypothèses prospectives. La section qui suit décrit les estimations et les jugements comptables les plus importants que la Fondation a retenus pour dresser ses états financiers.

Évaluation de la juste valeur des titres non cotés sur un marché actif

La Fondation détient des actifs financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, notamment des billets liés à des actions, dont la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Les techniques d'évaluation choisies utilisent au maximum des données observables. Se reporter à la note 6 pour de plus amples renseignements.

Application de l'IFRS 9

Dans le cadre de l'application de l'IFRS 9, la direction a posé des jugements afin de déterminer le modèle économique applicable aux actifs financiers détenus. Ces jugements ont une incidence sur le classement des actifs financiers et déterminent s'ils sont évalués au coût amorti, à la JVAERG ou à la JVRN. Les jugements les plus importants comprennent l'assertion par la direction selon laquelle les billets liés à des actions peuvent être évalués comme étant désignés à la JVRN.

Les régimes ont un portefeuille d'actifs financiers dont la gestion ainsi que l'appréciation de la performance reposent sur la juste valeur, et c'est cette information qu'elle utilise pour évaluer le rendement des placements selon la stratégie de placement des régimes. Pour ce portefeuille, la perception des flux de trésorerie contractuels n'a qu'un rôle accessoire dans l'atteinte de l'objectif de placement des régimes. L'évaluation et la décision du modèle économique utilisé constituent un jugement comptable. Les régimes ont choisi de désigner les placements dans des titres à revenu fixe comme étant à la juste valeur au moment de l'adoption de l'IFRS 9 afin d'éliminer une incohérence d'évaluation, puisque l'obligation à l'égard des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires est évaluée à la JVRN.

Répercussions possibles de la COVID-19

Au premier trimestre de 2020, l'écllosion de la COVID-19 s'est rapidement transformée en pandémie mondiale. En réponse, des mesures d'urgence ont été prises partout sur la planète, et continuent de l'être, pour contrer la propagation du virus, y compris l'imposition de restrictions de voyage, la fermeture forcée des entreprises, et des exigences de distanciation physique. En outre, les gouvernements ont apporté des modifications sans précédent aux politiques monétaires et budgétaires dans le but de stabiliser l'économie et les marchés financiers. La Fondation n'est pas en mesure de prévoir les réponses juridiques et réglementaires futures aux préoccupations suscitées par la pandémie de COVID-19 et aux questions de santé publique connexes et l'incidence de ces réponses sur les activités de la Fondation.

La pandémie de COVID-19 actuelle pourrait se poursuivre et avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers futurs de la Fondation, en raison de la diminution des affaires nouvelles. L'incertitude entourant la durée prévue de la pandémie et les mesures mises en place par les gouvernements pour y répondre pourraient exercer des pressions sur l'activité commerciale et les marchés des capitaux, ce qui pourrait entraîner à la baisse l'actif net attribuable aux souscripteurs et aux bénéficiaires. Bien que, au cours des dernières années, la Fondation ait pris des mesures importantes pour diversifier le portefeuille de placements, la direction pourrait devoir prendre d'autres mesures.

La durée et les répercussions de la pandémie de COVID-19 sont inconnues pour l'instant et peuvent accroître l'incertitude à l'égard des estimations, des hypothèses et des jugements utilisés pour préparer les présents états financiers.

6. Risques liés aux instruments financiers

La Fondation est exposée à divers types de risques liés à ses stratégies de placement, à ses instruments financiers ainsi qu'aux marchés dans lesquels elle effectue des placements. Les risques les plus importants comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (qui inclut le risque de taux d'intérêt, le risque de prix et le risque de change). Ces risques et les méthodes de gestion des risques connexes employées par la Fondation sont analysés ci-après. Il n'y a eu aucune modification des risques ou de la gestion de ces risques par rapport à l'exercice précédent.

Risque de crédit

La Fondation est exposée au risque de crédit, soit le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Le risque de crédit auquel la Fondation est exposée découle en grande partie de ses placements dans des titres de créance. Le risque de crédit que représentent les placements dans des titres de créance découle de la capacité de l'émetteur de titres de créance à verser des paiements d'intérêts et à rembourser le capital. L'exposition maximale de la Fondation au risque de crédit se limite à la valeur comptable des placements dans des titres de créance, comme il est présenté sommairement ci-après :

	<u>31 décembre 2021</u>	<u>31 décembre 2020</u>
Placements dans des titres de créance	<u>736 048 901</u>	<u>861 686 160</u>

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2021

6. Risques liés aux instruments financiers (suite)

Le tableau ci-dessous analyse les placements dans des titres de créance par types de contreparties :

	<u>31 décembre 2021</u>	<u>31 décembre 2020</u>
Catégorie d'actifs		
Gouvernement fédéral	172 810 760 \$	321 888 196 \$
Gouvernements provinciaux	306 840 690	345 401 681
Obligations d'institutions financières	211 046 194	143 367 497
Obligations de sociétés	11 779 257	19 318 785
Billets liés à des actions	33 572 000	31 710 000
	736 048 901 \$	861 686 160 \$

Les titres de créance (comme tous les autres titres) sont investis conformément aux pratiques et aux restrictions normales en matière de placement qui sont prescrites dans l'Instruction générale canadienne n° 15 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les placements de la Fondation consistent principalement en des obligations émises ou garanties par le gouvernement fédéral ou par un des gouvernements provinciaux, et en des obligations d'institutions financières, des obligations de sociétés et des bons du Trésor du gouvernement canadien. Tous les titres à taux variable détenus dans le portefeuille ont une « notation approuvée » au sens du Règlement 81-102. De plus, la Fondation investit dans des billets liés à des actions. Selon les modalités de l'engagement décrit à la note 1, la Fondation ne peut plus acheter de billets liés à des actions. Ces billets liés à des actions sont émis ou garantis par une banque à charte canadienne. Le risque est géré selon les lignes directrices prescrites par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières. La Fondation a investi dans des instruments de créance présentant les notations suivantes :

Instruments de créance* par notation	<u>31 décembre 2021</u>	<u>31 décembre 2020</u>
AAA	25,2 %	30,6 %
AA	52,1 %	49,0 %
A	21,9 %	19,2 %
BBB	0,8 %	1,2 %

* Compte non tenu des bons du Trésor du gouvernement du Canada et des dépôts sur le marché monétaire.

Tous les placements représentent un risque de perte de capital. Les conseillers en placements de la Fondation atténuent ce risque au moyen d'une sélection et d'une diversification judicieuses des titres et des autres instruments financiers conformément à l'objectif, aux politiques et aux restrictions de la Fondation en matière de placements. Le risque maximal découlant des instruments financiers est déterminé par la juste valeur des instruments financiers. Les conseillers en placements de la Fondation surveillent quotidiennement les positions globales de la Fondation sur le marché.

Les activités de la Fondation peuvent donner lieu à un risque de règlement, c'est-à-dire le risque qu'une perte soit subie par suite du défaut d'une entité de respecter ses obligations de livrer de la trésorerie, des titres ou d'autres actifs en vertu d'ententes contractuelles. Dans le cas de la majorité des transactions, les régimes atténuent ce risque en ayant recours à un intermédiaire pour effectuer les règlements afin de s'assurer que la transaction est réglée uniquement lorsque les deux parties ont rempli leurs obligations de règlement contractuelles.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Fondation ne puisse être en mesure de régler ou d'honorer ses obligations en temps opportun. L'exposition de la Fondation au risque de liquidité est concentrée dans les remboursements de capital aux souscripteurs et les versements dans le cadre des paiements d'aide aux études. La Fondation atténue le risque de liquidité en investissant principalement dans des obligations et des bons du Trésor négociés sur un marché secondaire actif. La Fondation investit également dans des titres de capitaux propres provenant d'émetteurs inscrits sur une bourse canadienne qui peuvent contenir des émetteurs inactifs avec de larges écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur. Le risque est atténué par l'énoncé de politique de placement, qui stipule que les placements doivent être faits dans des titres de capitaux propres ayant une capitalisation boursière suffisamment grande afin d'assurer des liquidités adéquates lors de l'exécution et la réduction au minimum des coûts de transaction.

Toutefois, les billets liés à des actions ne se négocient pas en bourse ou sur d'autres marchés secondaires. Ces placements sont considérés comme des placements achetés à long terme et la Fondation a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. La Fondation était tenue à une pondération maximale de 30 % du montant global des dépôts de souscripteurs dans des billets liés à des actions et, aux termes de l'engagement, elle ne peut plus acheter de billets liés à des actions.

Tous les passifs financiers de la Fondation sont exigibles à vue.

La Fondation maintient suffisamment de trésorerie pour répondre à ses besoins de liquidités.

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2021

6. Risques liés aux instruments financiers (suite)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de prix et le risque de change.

La valeur des placements de la Fondation peut fluctuer quotidiennement et le niveau de risque repose sur les objectifs de placement de la Fondation et les titres dans lesquels elle investit. L'objectif de placement de la Fondation est de réaliser une croissance à long terme des revenus sur l'épargne des souscripteurs tout en assurant la préservation de cette épargne. Afin de dégager des rendements de placement supérieurs à l'indice de référence, les conseillers en placements de la Fondation ont recours à des stratégies de gestion active de portefeuille. Ces stratégies comprennent la gestion de la durée, la répartition par secteurs, l'analyse de crédit et l'investissement dans des billets liés à des actions assortis d'une garantie du capital. Conformément à un engagement, les produits d'intérêts et de dividendes sur l'épargne des souscripteurs et les subventions gouvernementales peuvent être investis dans des titres de capitaux propres négociés sur une bourse canadienne. Ainsi, depuis le mois de mai 2014, la Fondation investit dans des titres de capitaux propres. À l'heure actuelle, la Fondation fait appel aux services-conseils de trois conseillers en placements inscrits qui l'aident à investir l'épargne des souscripteurs et les subventions gouvernementales ainsi que les intérêts et les dividendes qui sont générés par ceux-ci. Chacun de ces conseillers en placements offre des services-conseils et des services de gestion de compte discrétionnaires en ce qui a trait à l'achat, à la vente et à la négociation de titres et d'autres placements qui composent les portefeuilles de placements. Les conseillers en placements s'assurent d'une grande diversification entre les émetteurs et les titres, et ils surveillent de façon continue l'incidence de divers risques sur les portefeuilles de placements.

i) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations des taux d'intérêt aient une incidence sur les flux de trésorerie futurs ou les justes valeurs des placements. Si les taux d'intérêt baissent ou augmentent, la valeur des placements augmentera ou diminuera en conséquence. Les conseillers en placements de la Fondation sont tenus de gérer les placements conformément à son énoncé de politique de placement. Afin d'atténuer le risque, les conseillers en placements doivent maintenir une durée modifiée du portefeuille dans les limites approuvées de l'indice de référence.

Le portefeuille d'instruments de créance de la Fondation par échéances se détaille comme suit :

Instruments par échéances à la valeur nominale	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Échéant dans un an	10,2 %	22,0 %
Échéant entre un an et cinq ans	47,3 %	27,8 %
Échéant après cinq ans	42,5 %	50,2 %

Au 31 décembre 2021, si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté ou diminué de 25 points de base, en supposant une variation conséquente dans la courbe de rendement et toutes les autres variables demeurant stables, le portefeuille de placements en instruments de créance de 702 476 777 \$ (829 976 048 \$ au 31 décembre 2020), ce qui exclut les billets liés à des actions, aurait diminué ou augmenté d'environ 10 601 314 \$ (13 991 972 \$ au 31 décembre 2020). Dans les faits, les résultats réels des transactions peuvent varier considérablement.

ii) Risque de prix

Le risque de prix s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change). Les instruments financiers détenus sont tributaires du risque de prix du marché découlant des incertitudes entourant les prix futurs des instruments. Le risque de prix touche plus particulièrement les titres de capitaux propres et les billets liés à des actions. Au 31 décembre 2021, la juste valeur totale des titres de capitaux propres détenus par la Fondation s'élevait à 291 624 377 \$ (224 359 968 \$ au 31 décembre 2020). Au 31 décembre 2021, si les prix indiciaires sous-jacents avaient augmenté ou diminué de 1 %, toutes les autres variables étant demeurées stables, le portefeuille de placements en titres de capitaux propres et en billets liés à des actions de 325 196 377 \$ (256 069 968 \$ au 31 décembre 2020) aurait augmenté ou diminué d'environ 2 976 244 \$ (2 338 600 \$ au 31 décembre 2020). Dans les faits, les résultats réels des transactions peuvent varier considérablement. Les placements dans les billets liés à des actions comportent une garantie à l'échéance du capital. Le montant des intérêts, le cas échéant, payable sur les billets liés à des actions à l'échéance sera fondé sur le rendement des actifs sous-jacents ou de l'indice du marché. Les placements dans des billets liés à des actions sont effectués en fonction d'une stratégie d'achat à long terme.

Les billets liés à des actions font l'objet d'une fixation de prix en fonction des rendements des placements sous-jacents pour chaque billet. La fixation du prix découle également de la valeur attribuable en fonction de la protection du capital fournie dans le billet.

iii) Risque de change

La Fondation investit dans un fonds négocié en bourse (« FNB ») libellé en dollars canadiens qui détient des placements libellés en dollars américains. Ces placements créent un risque de change étant donné que les placements sous-jacents de ce FNB sont exposés au dollar américain. Par conséquent, la Fondation est exposée directement et indirectement au risque que la juste valeur des flux de trésorerie d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux de change. Au 31 décembre 2021, la juste valeur totale du FNB et des placements en dollars américains exposés au dollar américain s'élevait à 12 382 378 \$ (20 552 478 \$ au 31 décembre 2020). Au 31 décembre 2021, si le dollar canadien s'était renforcé ou affaibli de 5 %, toutes les autres variables étant demeurées stables, la valeur totale du FNB et des placements en dollars américains exposés au dollar américain aurait augmenté ou diminué d'environ 619 119 \$ (1 027 624 \$ au 31 décembre 2020).

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2021

6. Risques liés aux instruments financiers (suite)

Juste valeur des instruments financiers

Les informations à fournir sur les instruments financiers doivent être classées selon une hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux. Le niveau 1 comprend les instruments financiers qui sont évalués selon des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Le niveau 2 comprend les instruments financiers qui sont évalués selon des données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement pour l'actif ou le passif. Le niveau 3 comprend les instruments financiers qui sont évalués selon des données non observables. Si des données de niveaux différents sont utilisées pour évaluer la juste valeur d'un actif ou d'un passif, le classement dans la hiérarchie est fondé sur la donnée du plus bas niveau qui est importante pour l'évaluation de la juste valeur. La politique de la Fondation est de comptabiliser les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur à la date de la transaction qui donne lieu au transfert.

Les placements sont évalués à la juste valeur sur une base récurrente. La valeur comptable de la trésorerie, des intérêts courus, des dividendes à recevoir, des subventions gouvernementales à recevoir, de la dette bancaire, des montants à recevoir pour la vente de titres, du montant à payer à l'agent d'inscription du régime de bourses, des montants à payer pour l'achat de titres, du montant à payer à des souscripteurs à la suite de résiliations et de l'obligation de la Fondation à l'égard des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires se rapproche de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme.

La direction de la Fondation, qui est responsable des évaluations de la juste valeur, y compris des évaluations du niveau 3, obtient des prix auprès d'un fournisseur de services d'évaluation tiers.

Le tableau suivant présente un sommaire du classement des placements de la Fondation, soit les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur, au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020 :

Au 31 décembre 2021

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres de capitaux propres	291 624 377 \$	– \$	– \$	291 624 377 \$
Obligations et bons du Trésor	–	702 476 901	–	702 476 901
Billets liés à des actions	–	–	33 572 000	33 572 000
	291 624 377 \$	702 476 901 \$	33 572 000 \$	1 027 673 278 \$

Au 31 décembre 2020

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres de capitaux propres	224 413 943 \$	– \$	– \$	224 413 943 \$
Obligations et bons du Trésor	–	829 976 160	–	829 976 160
Billets liés à des actions	–	–	31 710 000	31 710 000
	224 413 943 \$	829 976 160 \$	31 710 000 \$	1 086 100 103 \$

Titres de capitaux propres et obligations

Les titres de capitaux propres et les obligations de la Fondation sont classés au niveau 1 si le titre est négocié activement et s'il existe un prix coté.

Obligations et bons du Trésor

Les obligations et les bons du Trésor négociés sur les marchés secondaires sont classés au niveau 2. La Fondation utilise le dernier cours acheteur pour évaluer ces actifs financiers chaque date de présentation.

Billets liés à des actions

Les billets liés à des actions ne sont pas négociés sur un marché actif ni ne font autrement l'objet d'une évaluation à l'aide de données observables. La Fondation utilise un modèle externe d'établissement des prix selon lequel elle évalue ses billets liés à des actions en fonction du cours auquel ces titres pourraient être vendus à une contrepartie. Les données non observables utilisées dans le modèle externe d'établissement des prix portent sur l'incidence des caractéristiques suivantes de chaque billet individuel : tous les billets sont assortis d'une protection du capital liée à la capacité d'emprunt de la Banque TD, laquelle est l'émetteur de chaque billet. Les billets ne portent pas intérêt et le rendement des billets jusqu'à leur date d'échéance est un panier de titres particuliers ou d'indices particuliers comme suit :

Billets liés à des actions

Billets liés à des indices canadiens de la Banque TD
Billets liés à des indices américains de la Banque TD

Base pour le rendement sous-jacent

Indice S&P TSX 60
Deux indices boursiers américains

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2021

6. Risques liés aux instruments financiers (suite)

Le rapprochement des instruments financiers évalués à la juste valeur au moyen de données non observables (niveau 3) se présente comme suit :

Niveau 3 – Billets liés à des actions	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020
Solde à l'ouverture de l'exercice	31 710 000 \$	29 998 000 \$
Augmentation des profits latents	1 862 000	1 712 000
Solde à la clôture de l'exercice	33 572 000 \$	31 710 000 \$

7. Instruments financiers par catégories

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables des actifs financiers de la Fondation par catégories au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020. Tous les passifs financiers de la Fondation au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020 sont évalués au coût amorti.

Au 31 décembre 2021

Actifs financiers à la juste valeur

	Juste valeur par le biais du résultat net	Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs financiers au coût amorti	Total
Placements	994 101 278 \$	33 572 000 \$	– \$	1 027 673 278 \$
Trésorerie	–	–	9 430 931	9 430 931
Intérêts courus	–	–	3 250 323	3 250 323
Dividendes à recevoir	–	–	385 296	385 296
Subventions gouvernementales à recevoir	–	–	784 359	784 359
	994 101 278 \$	33 572 000 \$	13 850 909 \$	1 041 524 187 \$

Au 31 décembre 2020

Actifs financiers à la juste valeur

	Juste valeur par le biais du résultat net	Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs financiers au coût amorti	Total
Placements	1 054 390 103 \$	31 710 000 \$	– \$	1 086 100 103 \$
Trésorerie	–	–	–	–
Intérêts courus	–	–	3 362 240	3 362 240
Dividendes à recevoir	–	–	360 680	360 680
Subventions gouvernementales à recevoir	–	–	929 118	929 118
	1 054 390 103 \$	31 710 000 \$	4 652 038 \$	1 090 752 141 \$

Les billets liés à des actions sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces actifs financiers font partie d'un groupe d'actifs financiers qui est géré et dont le rendement est évalué sur la base de la juste valeur, conformément à la stratégie de placement consignée, et l'information sur les actifs financiers en tant que groupe est fournie en interne, selon cette base, aux principaux dirigeants de la Fondation.

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2021

8. Gestion du risque de capital

Le capital des régimes est représenté par les parts des souscripteurs dans les régimes. Les parts des régimes sont admissibles aux cotisations des souscripteurs, aux subventions des gouvernements reçues et aux revenus cumulés. À l'échéance ou à la résiliation, les souscripteurs ont droit à leurs cotisations nettes, comme il est décrit dans le prospectus des régimes. Les restrictions imposées aux cotisations des souscripteurs sont énoncées dans le prospectus des régimes et établies par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Les paiements tirés des régimes dépendent de restrictions qui sont également énoncées dans le prospectus des régimes et de l'admissibilité du bénéficiaire aux paiements en vertu du régime. Les variations pertinentes figurent dans les états des variations des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires. La Fondation s'efforce d'investir les cotisations reçues dans des placements pertinents, tout en maintenant des liquidités suffisantes pour remplir ses obligations.

9. Fonds complémentaire de bourses et fonds d'enrichissement

Selon les modalités des conventions du régime de bourses, au cours de certaines périodes, les produits de placement doivent être payés aux bénéficiaires (habituellement à la date d'échéance, qui est une date antérieure au versement des paiements d'aide aux études). Les produits de placement après la date d'échéance et les autres cotisations discrétionnaires versées par l'agent d'inscription du régime de bourses sont affectés au fonds complémentaire de bourses et au fonds d'enrichissement afin de constituer des paiements d'aide aux études supplémentaires et le remboursement des frais de vente.

Le montant des paiements d'aide aux études supplémentaires et du remboursement des frais de vente dépend des fonds disponibles dans le fonds complémentaire de bourses et le fonds d'enrichissement pour chaque groupe de bénéficiaires. Chaque année, les fiduciaires de la Fondation déterminent l'affectation du montant entre les paiements d'aide aux études supplémentaires et le remboursement des frais de vente au titre du fonds complémentaire de bourses et du fonds d'enrichissement. Les paiements au titre du fonds complémentaire de bourses et du fonds d'enrichissement sont inscrits dans les décaissements aux bénéficiaires à l'état des variations des actifs nets attribuables aux souscripteurs et aux bénéficiaires.

Le solde du fonds complémentaire de bourses et du fonds d'enrichissement à la clôture de chaque exercice est déterminé comme suit :

<i>Fonds complémentaire de bourses</i>	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021	<u>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020</u>
Solde à l'ouverture de l'exercice	16 087 005 \$	11 167 229 \$
Produits d'intérêts et de dividendes après la date d'échéance	5 401 077	11 202 363
Produits de placement sur le solde du fonds	131 133	99 117
Remboursement des frais de vente	(373 399)	(373 305)
Variation des profits latents, montant net	(150 551)	162 688
Paiements d'aide aux études supplémentaires	(5 548 377)	(6 171 087)
Solde à la clôture de l'exercice	15 546 888 \$	16 087 005 \$

<i>Fonds d'enrichissement</i>	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021	<u>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020</u>
Solde à l'ouverture de l'exercice	429 345 \$	270 390 \$
Produits d'intérêts et de dividendes après la date d'échéance	86 074	182 579
Produits de placement sur le solde du fonds	3 703	2 469
Remboursement des frais de vente	(57 985)	(26 093)
Solde à la clôture de l'exercice	461 137 \$	429 345 \$

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Notes afférentes aux états financiers

Au 31 décembre 2021

10. Paiements d'aide aux études

	2021	2020
Nombre de parts		
Première bourse	24 389	22 776
Deuxième bourse	21 420	20 193
Troisième bourse	18 331	15 345
Montant des bourses par part		
Première bourse	478 \$	487 \$
Deuxième bourse	411 \$	423 \$
Troisième bourse	433 \$	486 \$

Les paiements d'aide aux études sont composés des paiements déterminés de bourse par part ainsi que des paiements additionnels de 2 376 679 \$ (2 164 270 \$ en 2020) pour les étudiants inscrits dans des programmes d'études admissibles dont la durée est inférieure à quatre années complètes.

La Fondation a également versé des paiements d'aide aux études de 563 930 \$ (677 106 \$ en 2020) et de 212 551 \$ (230 939 \$ en 2020) aux étudiants enregistrés dans les régimes Individuel et Performants, respectivement.

En vertu du régime collectif avec options, un bénéficiaire peut avancer l'année d'admissibilité à une année antérieure, ce qui peut se traduire par un paiement d'aide aux études évalué à sa valeur actualisée. De plus, les demandes tardives de paiement d'aide aux études sont assujetties à des frais. Les ajustements de paiements de bourse attribuables aux éléments susmentionnés ont totalisé 239 099 \$ (257 731 \$ en 2020). Au cours de l'exercice, des bourses afférentes à des demandes tardives totalisant 2 649 584 \$ (1 927 517 \$ en 2020) ont été versées en fonction du taux s'appliquant aux bourses pour 2020.

Le total des bourses versées en 2021 relativement aux 64 140 parts (58 314 parts en 2020) d'un montant de 478 \$ par part (487 \$ par part en 2020) pour la première bourse, de 411 \$ par part (423 \$ par part en 2020) pour la deuxième bourse et de 433 \$ par part (486 \$ par part en 2020) pour la troisième bourse, déduction faite des ajustements précédents, y compris des paiements de 2 376 679 \$ (2 164 270 \$ en 2020), de 563 930 \$ (677 106 \$ en 2020) et de 212 551 \$ (230 939 \$ en 2020) pour les programmes dont la durée est inférieure à quatre ans, le régime Individuel et le régime Performants, respectivement, s'est chiffré à 33 939 510 \$ (31 818 000 \$ en 2020).

11. Transactions avec des parties liées

Honoraires de l'agent d'inscription du régime de bourses

L'agent d'inscription du régime de bourses, Fonds d'études pour les enfants Inc., assure la distribution et l'administration des régimes au nom de la Fondation. En vertu de l'entente conclue avec la Fondation, l'agent d'inscription du régime de bourses a été nommé à titre de distributeur et d'administrateur exclusif des régimes. Selon les modalités de l'entente de distribution et d'administration, et conformément au prospectus, l'agent d'inscription du régime de bourses a le droit de recevoir des honoraires qui sont approuvés annuellement et, par conséquent, ils correspondent à la valeur d'échange négociée conformément à l'entente. Les honoraires versés au cours des exercices clos le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020 se présentent comme suit :

	<u>Pour l'exercice clos le</u> <u>31 décembre 2021</u>	<u>Pour l'exercice clos le</u> <u>31 décembre 2020</u>
<i>Frais payés directement par le souscripteur</i>		
Frais de vente	1 036 446 \$	1 602 525 \$
Primes d'assurances collectives	1 722 899	1 907 283
Frais de dépôts	866 432	1 006 173
Charges administratives annuelles sur les dépôts de souscripteurs	5 262 217	5 553 283
Frais de service	1 083 560	1 166 607
<i>Déduits des produits de la Fondation</i>		
Charges administratives	998 432 \$	869 282 \$

Rémunération du Comité d'examen indépendant et jetons de présence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la rémunération totale versée aux membres du Comité d'examen indépendant et aux administrateurs s'est chiffrée à 31 153 \$ (37 108 \$ en 2020).

LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DU CANADA

(liée à un groupe de régimes enregistrés d'épargne-études connus collectivement sous l'appellation La Fiducie pour l'éducation des enfants du Canada)

Tableau des conventions de bourses et des conventions d'entiercement

Au 31 décembre 2021

Année d'admissibilité	Parts à l'ouverture	Apport en parts ¹⁾	Sortie de parts ²⁾	Parts à la clôture	Dépôts de capital	Produits de placement	Subventions gouvernementales	Produits de placement sur les subventions gouvernementales
Régimes admissibles aux paiements d'aide aux études						25 423 774	28 900 864	23 782 187
2022	56 232	11	19 071	37 172	12 222 374	32 339 306	16 813 759	10 263 319
2023	42 543	17 595	0	60 138	99 923 499	47 372 358	30 047 939	16 447 824
2024	42 752	188	0	42 940	67 389 008	28 880 765	22 459 020	11 574 982
2025	41 428	9	88	41 349	60 214 284	23 864 297	20 969 252	10 122 724
2026	35 808	0	188	35 620	48 631 403	17 370 504	17 076 110	7 435 439
2027	32 301	10	99	32 212	40 576 048	13 311 594	14 625 825	5 852 520
2028	28 410	18	70	28 359	32 776 292	9 647 362	11 915 949	4 404 402
2029	25 602	21	286	25 337	26 458 167	7 040 848	9 905 517	3 345 766
2030	22 949	31	310	22 670	21 352 589	5 045 160	8 125 122	2 480 103
2031	20 065	37	381	19 721	16 752 479	3 294 016	6 291 240	1 601 077
2032	15 673	55	244	15 484	11 531 684	1 925 916	4 362 496	950 511
2033	12 500	67	328	12 238	7 582 236	1 080 054	2 984 853	565 259
2034	10 429	84	277	10 236	5 367 797	673 076	2 084 082	338 576
2035	9 042	71	148	8 964	3 601 112	358 901	1 508 346	207 590
2036	8 083	162	262	7 983	2 266 206	181 813	1 099 947	126 682
2037	6 986	236	208	7 014	1 263 689	70 811	728 075	67 568
2038	5 380	377	349	5 408	504 293	21 131	420 626	26 137
2039	1 896	1 097	131	2 863	130 841	3 721	129 699	4 728
2040	0	1 513	35	1 478	1 211	44	17 801	300
Régime Individuels	5 371	588	434	5 525	10 111 047	4 959 851	7 877 690	3 264 776
Régime Performants	41 161	685	4 504	37 342	7 617 291	1 742 408	3 358 949	1 164 053
						224 607 710 \$	211 703 161 \$	104 026 523 \$

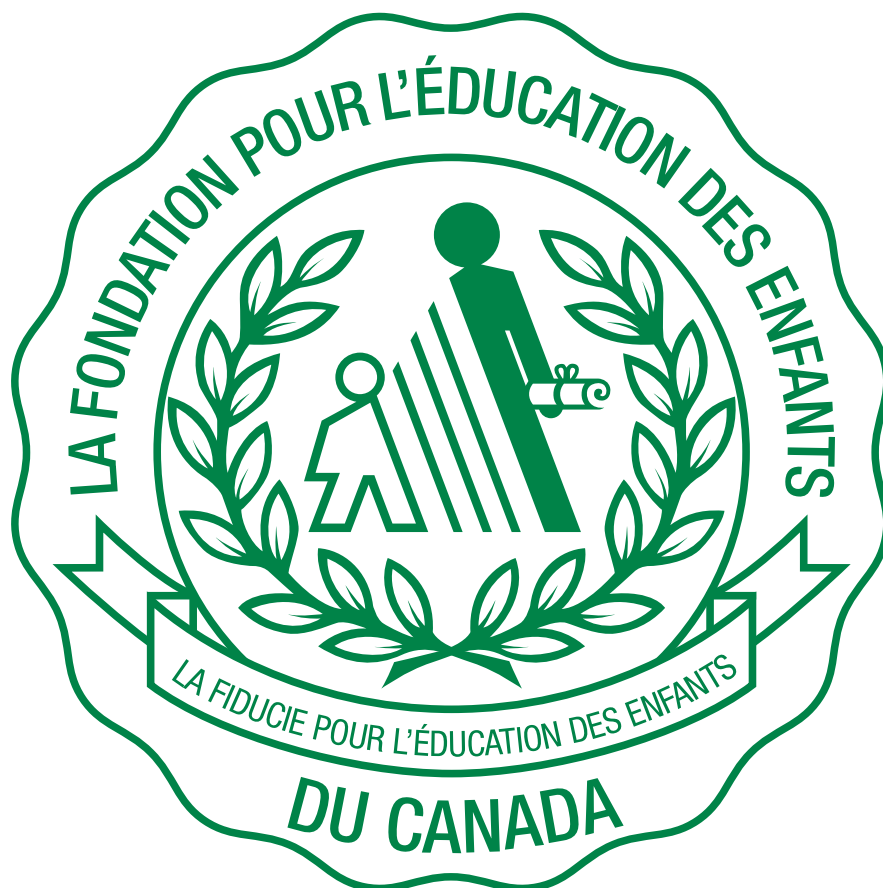
Représenté par :

Conventions de bourses	473 756 228	223 321 045
Contrats d'entiercement	2 517 323	1 286 665
	<u>476 273 550 \$</u>	<u>224 607 710 \$</u>

Remarque : Les dépôts de souscripteurs sont remboursables en totalité aux souscripteurs.

¹ Les apports de parts comprennent les achats et les transferts entrants.

² Les sorties de parts comprennent les résiliations et les transferts sortants.



LA FIDUCIE POUR L'ÉDUCATION
DES ENFANTS DU CANADA
Offerte au public par
FONDS D'ÉTUDES POUR LES ENFANTS INC.

Administrée par
LA FONDATION POUR L'ÉDUCATION
DES ENFANTS DU CANADA

SIÈGE SOCIAL
3221 North Service Rd.
Burlington (Ontario) L7N 3G2

Téléphone : 905.331.8377
Télécopieur : 905.331.9977
Sans frais : 800.246.1203
Courriel : customerservice@cefi.ca
Ou visitez notre site Web interactif au : www.cefi.ca

Réalisez le rêve